

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

8, 9 et 10 février 2016 - Paris



N° 89

Nouvelle série (n° 695) - mars 2016 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Le IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale vient de se tenir** p. 3
- **Déclaration du IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale** p. 7
- **Les trois rapports présentés**
 - Rapport introductif de Marc Gauquelin p. 11
 - Deuxième rapport de Andreu Camps p. 19
 - Troisième rapport de João Alfredo Luna p. 27
- **Assemblée-débat de compte rendu du IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale (10 février 2016) organisée par la section française de la IV^e Internationale** p. 37
- **Azanie : le véritable bilan de la Conscience noire et son actualité** p. 51
- **Tribune libre de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon (JRCL)** p. 57

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Le IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale vient de se tenir

Présenter et rendre compte des travaux du IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, qui s'est réuni les 8, 9 et 10 février 2016, n'est pas un exercice facile, tant la discussion et l'élaboration ont été riches durant ces trois jours. Ce n° 89 de *La Vérité*, revue théorique de la IV^e Internationale, est essentiellement consacré à en rendre compte et à fournir un ensemble de matériaux, de documents permettant à chacun de se faire sa propre opinion et de juger sur la base des faits rapportés.

Nous voulons tout d'abord insister sur la **déclaration politique** qui y a été adoptée. C'est d'ailleurs le seul document public adopté par ce congrès mondial. Vous la trouverez intégralement publiée ci-après (pages 7 à 9). Elle peut surprendre certains de nos lecteurs. Elle est volontairement courte, ramassée, incisive. Rien à voir avec des déclarations « fleuves » portant sur des développements de la situation objective formellement « justes », mais qui nous déporteraient sur le moment actuel et les tâches à accomplir. Cette déclaration précise qu'il n'existe pas de tâche plus urgente et plus décisive pour les révolutionnaires pour construire la IV^e Internationale et ses sections, dans ce moment tournant de la situation mondiale, que de s'immerger pour s'ancrer au cœur des organisations de classe qui vertèbrent le combat des larges masses ouvrières.

Cette déclaration est importante. Elle est rédigée sous une forme simple, accessible à tout travailleur et jeune d'avant-garde qui s'interroge. En effet, face au bouleversement en cours et à la nécessité de discuter et d'agir, cette déclaration fixe la place de la IV^e Internationale dans l'établissement de l'échange nécessaire à la recherche de l'action commune pour surmonter les obstacles des appareils.

C'est le contraire de tout ultimatum ou de leçons proférées par des « professeurs rouges ». C'est un instrument pour présenter la IV^e Internationale, ses positions politiques, afin de les discuter et d'appeler travailleurs et jeunes à la renforcer à la veille d'affrontements de classes décisifs. Vous en prenez connaissance. Nous vous appelons à la discuter avec des militants de la IV^e Internationale dans le cadre de réunions de présentation qu'elle met en place afin de renforcer ses rangs et rejoindre son combat.

Ce congrès a vu la participation effective de délégués et/ou d'invités de 28 sections ou groupes de la IV^e Internationale. Mais il faut noter que des délégations de plusieurs pays se sont vu refuser leur visa par les autorités françaises, ce qui a interdit de fait leur possibilité d'être présentes au congrès.

Le congrès a d'abord rendu hommage aux dirigeants de la IV^e Internationale qui ont disparu dans la dernière période : Pavlusko Imsirovic (1), militant yougo-

(1) Pavlusko Imsirovic (1948-2014). On peut lire dans *La Vérité*, n° 83, datée de septembre 2014 (pages 71 à 80), un dossier qui lui a été consacré sous le titre « Cinquante ans de combat pour la IV^e Internationale en Yougoslavie et les Balkans », qui comprend l'hommage de la IV^e Internationale prononcé par Lucien Gauthier à Belgrade le 22 août 2014, ainsi que des documents de Pavlusko datant de 1968, 1972, 1984, 1991, 1993, 2004, 2007 et 2010.

slave, membre du secrétariat international, décédé à Belgrade en août 2014 ; Gérard Iltis (2), trésorier de la section française depuis 1971, membre de sa direction, décédé en novembre 2015 ; Louis Eemans (3), militant trotskyste français depuis 1940 et ami d'enfance de Pierre Lambert, décédé en janvier 2016 ; et le militant révolutionnaire polonais Edmund Baluka (4), décédé à Varsovie en janvier 2015, avec qui la IV^e Internationale entretenait des relations politiques.

Préalablement au congrès mondial, se sont réunis la commission de contrôle, le secrétariat international et le conseil général. Ce dernier a adopté à l'unanimité une motion soumise à l'ouverture du congrès mondial, qui proposait de rejeter toute prétention du centre liquidateur d'être reçu en délégation par le IX^e Congrès mondial. A la suite de l'appel des délégués dûment mandatés par les sections, le congrès s'est installé, et, sur proposition du bureau de congrès composé par les membres du comité de correspondance élu, il a adopté, comme un point préalable et à l'unanimité, la motion proposée par le conseil général.

La proposition d'ordre du jour comprenait **trois rapports suivis d'une discussion** sur les points suivants : 1) La situation de la IV^e Internationale ; 2) Stratégie de construction dans les pays impérialistes ; 3) Stratégie de construction dans les pays opprimés. Deux réunions de commissions étaient organisées dans l'ordre du jour : l'une sur *La Vérité*, l'autre sur la déclaration du IX^e Congrès.

Ce numéro de *La Vérité* publie d'importants extraits des trois rapports présentés (*pages 11 à 35*). Nous vous invitons à vous y reporter, car ils fixent le cadre de la discussion riche et rigoureuse qui s'en est suivie.

La discussion sur le premier rapport a permis d'établir nettement que le congrès mondial a enregistré la façon et les moyens par lesquels a été repoussée l'offensive liquidatrice qui cherchait à détruire la section française et la IV^e Internationale. Le congrès s'est donné les moyens, en surmontant cette crise, d'avancer vers la construction des sections. En ce sens, de nombreuses interventions dans la discus-

sion ont souligné le rôle majeur du comité de correspondance, élu à l'unanimité par le conseil général en mars 2015, pour impulser et développer les débats entre les sections, rompant ainsi avec toute sorte de mise sous tutelle, de verticalisme, de « fiefs » ou de « domaines réservés ». Et l'on peut souligner la grande maturité de la discussion sur ce premier rapport, qui a permis d'établir que la situation de l'Internationale est désormais placée dans le cadre constitué lors de la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale en 1993, réaffirmant l'ensemble de ses considérants et ses conclusions. Ce n'est pas le moindre des acquis de ce congrès mondial.

Le deuxième jour du congrès s'est ouvert par la présentation et la discussion du deuxième rapport, qui portait sur la stratégie de construction dans les pays impérialistes, notamment en Europe occidentale (*page 19*). Sa discussion a permis de préciser le cadre de reconstitution du Bureau européen permettant l'échange et l'élaboration politique entre les sections

(2) Gérard Iltis (1942-2015). *Informations ouvrières*, n° 377 (semaine du 12 au 18 novembre 2015), a consacré ses pages 14 et 15 à un « *Hommage à Gérard Iltis, honneur à notre camarade Sorel* », avec les témoignages de Danielle, son épouse, de Murielle, sa fille, de Michel Landron, son ami, et de Marc Gauquelin, au nom de la section française de la IV^e Internationale.

(3) Louis Eemans (1920-2016). *Informations ouvrières*, n° 384 (semaine du 14 au 20 janvier 2016), a publié un « *Hommage à notre camarade Louis Eemans* » en pages 14 et 15, avec les témoignages de Janine et Liliane, ses filles, et du camarade Clément, au nom de la section française de la IV^e Internationale. *La Lettre de La Vérité*, dans ses n° 794 (18 janvier 2016) et 796 (4 février 2016), a publié une interview de celui que nous appelions affectueusement Petit Louis, titré « *Militant de la IV^e Internationale, organisateur du CERMTRI* ». « Si vous voulez vraiment que les choses changent, c'est-à-dire qu'il y ait révolution, il faut avant tout une Internationale » », et la conclusion de la brochure *Les leçons de la grève des banques de juillet 1957*, qu'il avait écrite.

(4) Edmund Baluka (1933-2015). *La Vérité*, n° 85, de mars 2015, lui a consacré un hommage dans un dossier de documents titré « *Edmund Baluka, ouvrier révolutionnaire, syndicaliste, dirigeant politique* », pages 61 à 76. Ce dossier publie des documents datant de 1971 (lorsque Edmund Baluka, alors président du comité de grève de Szczecin, s'affronte au Premier ministre Gierek), de 1982 (lors de la fondation du Parti socialiste polonais du travail), de 1983 (lors de journées d'études organisées en octobre à la Mutualité), et enfin ses *lettres de prison* datant de 1983.

européennes dans l'objectif de leur construction au travers de leur intervention dans la lutte des classes. De nombreux camarades, dans cette discussion, ont montré comment le mot d'ordre de « *rupture avec l'Union européenne* » qui est juste pouvait être utilisé pour masquer la responsabilité pleine et entière des gouvernements respectifs totalement assujettis à la politique du capital financier si on ne le relie pas au combat contre chacun des gouvernements. La question centrale de l'indépendance des organisations de classe face à la bourgeoisie a été discutée comme une constante et un enjeu dans tous les pays. De nombreuses interventions ont illustré la manière dont les sections de la IV^e Internationale sont insérées dans ces processus réels par l'intervention dans la lutte des classes. Pour illustrer la fin des « domaines réservés », il faut mettre comme acquis de ce congrès que le rapport de la commission mise en place pour examiner notre intervention aux Etats-Unis a été faite par un camarade d'Azanie.

Le troisième jour a longuement été consacré à la discussion du rapport sur la construction des sections de la IV^e Internationale dans les pays opprimés, en particulier sur la situation particulière en Amérique latine (Venezuela, Brésil, Argentine, Pérou, Chili...). Le rapport présenté (page 27) a pris en compte le tournant de la situation mondiale et la nécessité d'homogénéiser l'activité des sections de la IV^e Internationale, sous la responsabilité du bureau panaméricain (BPA), en intégrant pleinement sous sa responsabilité le travail dans les Caraïbes, dans les pays semi-coloniaux et colonies incluses. Une discussion riche et passionnante s'est développée sur la base de la mise en pratique de l'orientation stratégique du front unique anti-impérialiste, instrument majeur et déterminant dans la défense de la souveraineté des nations face à la dislocation imposée par l'impérialisme. Cette discussion a permis d'établir que cette stratégie du front unique anti-impérialiste intègre pleinement le combat pour le front unique ouvrier, concentré dans le moment actuel sur la défense des organisations syndicales et la formulation précise des revendications.

La discussion s'est également développée au sujet des pays clés de l'Afrique

et du Moyen-Orient, notamment des pays nord-africains et de l'Azanie.

Le congrès a enregistré la proposition faite d'organiser une école des cadres des sections en Amérique latine.

Une discussion a eu lieu sur la responsabilité de la IV^e Internationale et de ses sections à égalité avec tous les militants et dirigeants qui ne sont pas trotskystes pour que l'Entente internationale des travailleurs et des peuples reprenne toute sa place, s'insérant dans le combat pour d'authentiques partis ouvriers indépendants dont la classe ouvrière a besoin pour saisir le pouvoir des mains du capital financier.

Une commission sur *La Vérité* s'est tenue le mardi soir et a rapporté sur ses travaux devant le congrès mondial le lendemain. Elle a tout d'abord indiqué que nous avons pu assurer la sortie des numéros 87 et 88 dans les délais réglementaires qui nous étaient imposés, malgré la crise que nous avons subie. Ces deux numéros ont mis fin à une certaine extériorité des précédents. Des propositions de sommaires des quatre numéros de l'année 2016 ont été présentées. La sortie simultanée de *La Vérité* dans toutes les langues nécessite de raccourcir les délais et de se concentrer sur des articles théoriques et politiques qui ne soient pas liées à l'actualité immédiate. Le format de 64 pages répond mieux à cette exigence actuelle. Les dossiers de documents théoriques parus dans les numéros 87 (« *Centralisme et démocratie* ») et 88 (« *Syndicats et indépendance de classe* ») vont être poursuivis (dans le n° 90, la suite du dossier sur les syndicats, et dans les numéros suivants « *Front unique ouvrier et front unique anti-impérialiste* »). Le congrès a mandaté le secrétariat international et son comité de correspondance pour poursuivre l'élaboration politique en fonction des questions relatives aux besoins de l'intervention et à la formation des militants.

Comme nous l'avons vu, et pour résumer, les trois rapports soumis à la discussion portaient sur la situation de la IV^e Internationale et sur la manière dont elle a repoussé l'offensive liquidatrice ; sur la stratégie de construction dans les pays impérialistes avancés, c'est-à-dire la matérialisation d'une politique de front

unique ouvrier ; et enfin, sur la stratégie de construction dans les pays dépendants, déclinaison de la politique de front unique anti-impérialiste.

Le congrès a approuvé la demande d'affiliation de la section haïtienne à la IV^e Internationale et a adopté à l'unanimité la réponse positive à cette demande d'affiliation. Rappelons que la section haïtienne avait jusqu'alors le statut d'organisation sympathisante, et que les conditions politiques et d'organisation ont été réunies pour cette affiliation, comme l'a établi le rapport présenté au congrès.

Le congrès a entendu le rapport de la commission de contrôle et approuvé à l'unanimité le rapport présenté. (Il faut noter que le groupe des liquidateurs n'a pas fait appel à la commission de contrôle internationale, comme d'ailleurs à la commission de contrôle de la section française).

Le IX^e Congrès mondial, en finissant ses travaux sur l'élection du conseil général, a tenu à souligner l'importance et la place du **comité de correspondance**. Il n'est pas inutile de rappeler que celui-ci, face à l'impréparation des réunions du secrétariat international et des conseils généraux de la part de l'ancienne équipe des permanents de l'Internationale, avait été élu à l'unanimité lors du conseil général de mars 2015. L'objectif du comité de correspondance était d'impulser le débat entre les instances et les sections de l'Internationale, et donc de permettre que le secrétariat international puisse accomplir sa tâche. Il cherchait aussi à dépasser les domaines réservés, le verticalisme et le cloisonnement existant dans le fonctionnement de l'organisation de l'Internationale. Il est évident que la mise en place de ce comité a été l'un des éléments déclencheurs de l'offensive liquidatrice, qui cherchait à préserver la routine antérieure. Nous connaissons la suite. Jusqu'à la date d'aujourd'hui, 18 bulletins ont été publiés en français-anglais-espagnol. Adressés aux directions des sections, ils

ont été, dans plusieurs cas, diffusés aux militants. Sans aucun doute, le résultat est positif, mais inégal. La discussion du congrès a cependant insisté sur la nécessité que le bulletin de correspondance soit un véritable instrument de débats et d'échanges entre le secrétariat international et les sections, et où tous les membres du conseil général et les directions des sections puissent occuper leur place.

Le comité de correspondance agit également pour aider à la constitution des bureaux continentaux, partant de ceux qui sont pleinement en place (bureau panaméricain, bureau nord-africain, réorganisation du bureau européen...). Le congrès a estimé également nécessaire de porter à la connaissance des directions des sections les différentes publications nationales éditées.

Le comité de correspondance et ses bulletins sont des instruments majeurs pour faire fonctionner le secrétariat international, nourrir les directions des sections par les éléments politiques et permettre ainsi leur propre élaboration. Il s'agit maintenant, sur la base de cet acquis, de franchir une nouvelle étape en installant pleinement les bureaux continentaux.

Enfin, le congrès mondial a procédé à l'élection du conseil général et du secrétariat international en son sein. Il a également élu une commission de contrôle de cinq camarades.

La section française a organisé dès le mercredi 10 février à 18 h 30 une assemblée-débat de compte rendu de ce congrès mondial avec des délégués d'Espagne, du Venezuela, du Brésil, d'Azanie, de Tunisie et de France. Nous en publions d'importants extraits en pages 37 à 50, qui résument parfaitement l'importance et la richesse des débats de ce congrès.

**Henry Halphen,
délégué au IX^e Congrès**

Déclaration du IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

(8, 9 et 10 février 2016)

L'accélération sans précédent de la décomposition de tout le système de domination de l'impérialisme se manifeste aujourd'hui à la fois dans la menace imminente d'effondrement de tout le système financier mondial, dans l'extension brutale à l'Europe d'une guerre qui ravageait depuis des décennies le Moyen-Orient et l'Afrique, et dans le déplacement de dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, chassés de leurs foyers par la misère et la guerre.

Si cette guerre, qui s'étend aujourd'hui, a les mêmes causes que les deux premières guerres mondiales, s'il s'agit d'une guerre impérialiste pour le contrôle des ressources de matières premières et des marchés..., elle n'est pas la répétition des deux précédentes guerres mondiales.

Il s'agit d'une guerre de décomposition de tout le système de domination impérialiste. Une guerre faite de volte-face, de brusques changements d'alliances, qui expriment l'incapacité des Etats impérialistes dominants – à commencer par les Etats-Unis – à assurer, par leurs propres forces, toutes les exigences du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale, en particulier sur le plan militaire.

Dans une tentative désespérée de sauver le système d'exploitation barbare qui étouffe sous le poids de ses contradictions

fondamentales, l'impérialisme (incluant toutes ses composantes concurrentes) a décidé, de la façon la plus cynique, de mettre en scène les horreurs qu'il a organisées ; cela, afin de terrifier les travailleurs et les peuples du monde entier, pour essayer de se donner les moyens de dynamiter les principales conquêtes sociales et politiques arrachées par la lutte séculaire du prolétariat — ce qu'il n'a jamais réussi à faire. Il a décidé de tenter, dans ce même mouvement, le dynamitage de toutes les conquêtes démocratiques obtenues par la lutte émancipatrice des peuples arrachant leur souveraineté des mains des puissances coloniales.

Pressé par une crise financière d'une ampleur sans précédent dans son histoire, l'impérialisme a décidé de jouer le tout pour le tout.

Il a décidé de faire sauter le verrou qui lui interdit de réaliser les impératifs vitaux pour le rétablissement des profits des groupes dominants du capital financier sur un marché en pleine récession.

Il a décidé de se servir de la situation créée par les actes de guerre, les attentats terroristes et les massacres qu'il organise pour réaliser les conditions de la destruction des principales conquêtes ouvrières. Et pour cela, de s'attaquer à l'existence des organisations qui, au sein même des

pays impérialistes, structurent la classe ouvrière comme classe organisée et qui dans les pays dominés, forment la colonne vertébrale de la résistance des peuples à la destruction des nations par l'impérialisme.

A l'évidence, l'humanité est arrivée à une étape charnière de son histoire.

On peut imaginer le nouveau plongeon dans la barbarie que représenterait, pour le monde entier, la destruction du cadre juridique et des réglementations arrachés par 150 ans de lutte des classes dans les pays impérialistes et partiellement étendus, par la lutte d'émancipation nationale, au prolétariat des pays dominés.

Dans cette situation de contre-révolution déclenchée par l'impérialisme sur tous les continents, dans cette situation d'extension de la guerre, de gigantesques explosions révolutionnaires se préparent, à l'image de celles qui ont secoué la Tunisie et l'Égypte en 2011, ou de celle qui se poursuit et s'approfondit en Palestine, ou bien de celles qui se préparent en Amérique latine.

Une vague révolutionnaire à laquelle n'échappera aucun continent, en particulier l'Europe.

Des millions de travailleurs et de militants, à l'échelle mondiale, sont confrontés à l'enjeu historique de la bataille qui s'engage. Ils comprennent que la brutalité et la simultanéité de l'attaque sur tous les continents désignent l'ordre impérialiste et ses vassaux comme les organisateurs et les responsables de toutes les calamités qui frappent l'humanité.

Ils sont engagés, par centaines de milliers sur tous les continents, dans un processus où les exigences de survie les plus élémentaires les poussent à chercher à se donner les moyens d'organiser la résistance.

Une résistance à la hauteur de l'offensive dictée par les exigences de survie du système fondé sur la propriété privée des moyens de production – pour autant qu'on puisse parler de « survie » à propos d'un système qui n'a plus, comme avenir, que la misère et la guerre à offrir.

Dans les pays impérialistes, l'ensemble des partis politiques qui se réclamaient traditionnellement de la classe ouvrière sont soumis à un processus de désintégration, rejetés par les masses pour avoir accompagné servilement la politique de leurs gouvernements respectifs (de droite comme de « gauche ») et pour avoir accompagné, à leur manière, la préparation de l'offensive meurtrière qui se déploie aujourd'hui. Dans cette situation, les travailleurs cherchent à se donner des points d'appui dans leurs organisations de classe, en particulier les syndicats, pour tenter de se saisir de celles-ci afin d'organiser leur résistance.

Jamais, au sein de ces organisations, menacées de démantèlement par la pression que le capital financier exerce pour les contraindre à accompagner ses plans, la crise n'a atteint de telles proportions. La question de l'existence et de l'indépendance des organisations devient, de ce fait, un enjeu majeur de la lutte des classes.

Dans les pays dominés, les partis ouvriers ou ceux qui se réclament de « l'anti-impérialisme », qui se sont développés dans la lutte pour la défense de la nation (et qui ont survécu) se trouvent, face à la nouvelle offensive déchaînée de l'impérialisme, face à une alternative : ou bien survivre et se développer, en aidant à rassembler la nation sous la direction de la classe ouvrière réalisant les tâches démocratiques nationales pour la dresser contre les prétentions de l'impérialisme et de ses agents oligarques... ou bien disparaître.

C'est sur ce terrain hautement politique commun que se joue, sous des formes propres à chacun des cinq continents, l'issue du combat contre la guerre et la barbarie. C'est sur ce terrain que se joue le sort de l'humanité. C'est sur ce terrain que se renforceront ou se reconstruiront, en retissant les liens de solidarité à l'échelle internationale, les authentiques partis ouvriers indépendants dont la classe ouvrière a besoin pour saisir le pouvoir des mains du capital financier.

C'est dans ce cadre que la IV^e Internationale participe aux activités de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Pour la IV^e Internationale, fidèle à son programme, le programme de la révolution socialiste, fidèle à toute l'expérience du combat révolutionnaire du prolétariat, il n'existe pas de tâche plus urgente et plus décisive pour les révolutionnaires, dans ce moment tournant de la situation mondiale, que de s'immerger pour s'ancrer au cœur des organisations de classe qui vertèbrent le combat des larges masses ouvrières.

Il est impossible pour les militants révolutionnaires de se soustraire aux exigences d'une telle orientation. Il ne peut y avoir, pour eux, de tâche plus urgente que de mener ce combat, seul capable de permettre à la classe ouvrière d'entraîner à ses côtés toutes les couches exploitées et opprimées de chaque pays pour, en défendant les droits ouvriers et démocratiques menacés, défendre un des piliers de la

démocratie politique dont les peuples ont besoin pour s'émanciper de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il n'y a pas de tâche plus urgente que de s'organiser pour aider, dans chaque pays, les travailleurs et les militants, qui y sont immédiatement prêts, à combattre en commun, sous les formes qu'ils choisiront de donner à ce combat, en relation avec l'histoire de chacune de leurs nations, pour aider les travailleurs, les masses opprimées et la jeunesse à vaincre.

La IV^e Internationale, réunie dans son IX^e Congrès mondial, invite tous les travailleurs, les militants, les jeunes à s'associer à ce combat, à participer à l'élaboration des formes qu'il devra prendre en relation avec les développements rapides de la situation et, pour ce faire, la IV^e Internationale les invite à rejoindre ses rangs.

La IV^e Internationale s'engage à organiser l'échange politique permanent entre les militants qui s'engagent dans ce combat à l'échelle internationale.





Lors d'une réunion de compte rendu du IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, Paris, 10 février 2016.

“La stratégie de construction dans les pays impérialistes”

Deuxième rapport présenté par Andreu Camps

Camarades,

Une remarque liminaire : ce titre est sans doute trop ambitieux, car nous allons pour le moment concentrer la discussion sur la construction des sections de la IV^e Internationale dans les pays de l'Europe. Et, parallèlement, nous reprendrons la discussion sur la construction dans le principal pays impérialiste, les Etats-Unis. Pour construire nos sections en Europe, en les implantant dans le mouvement ouvrier, il faut clarifier un certain nombre de questions.

QUELLES SONT LES CARACTÉRISTIQUES COMMUNES DES EX-GRANDES PUISSANCES IMPÉRIALISTES D'EUROPE ?

Bien entendu, les différences nationales existent, qu'aucune structure « supranationale » ne puisse effacer. Elles se manifestent dans les formes que prennent les différents régimes politiques, les traditions du mouvement ouvrier, le type de conquêtes et la manière dont se développe la lutte des classes.

Rappelons que du point de vue historique, la révolution industrielle, qui commence en Grande-Bretagne et se développe en Europe, génère la naissance du prolétariat et la constitution de ses organisations (partis et syndicats). C'est sur ce

terrain que se sont constituées la I^e et la II^e Internationales, sur les épaules desquelles s'est ensuite hissée la III^e Internationale. C'est toute cette histoire qui fait que la classe ouvrière des pays européens continue d'occuper encore aujourd'hui une place majeure à l'échelle mondiale.

Particulièrement après la Deuxième Guerre mondiale, où l'impérialisme américain affirme son hégémonie, contraignant les impérialismes européens – pas sans contradictions ni conflits – à occuper leur place dans un rapport de soumission croissant à l'impérialisme américain.

Les institutions actuelles de l'Union européenne (UE) matérialisent la mainmise qu'exercent les Etats-Unis sur l'Europe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la mise en place du Plan Marshall. Et nous en resterons là sur cet aspect, étant donné l'ensemble des textes que nous avons déjà produits sur cette question. Il faut néanmoins insister sur le fait que le rapport de dépendance des pays européens vis-à-vis des Etats-Unis s'est exprimé tout au long du processus de constitution des institutions de l'UE, et particulièrement dans l'adoption du traité de Maastricht.

Or l'actuel processus de dislocation de ces institutions confirme qu'il n'y a pas de super-impérialisme. Il démontre également que les contradictions entre les

différentes bourgeoisies, aiguës par la résistance des travailleurs et des peuples, pousse à un processus d'implosion. Il ne s'agit pas d'une simple crise. Il s'agit de l'aboutissement d'un processus de destruction qui remet plus que jamais à l'ordre du jour le problème de la reconstruction de l'Europe sur de nouvelles bases, c'est-à-dire sur la base de l'expropriation du capital, et donc le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Aucune section de la IV^e Internationale ne peut se construire sans cette perspective stratégique, qui entre en contradiction avec tout repli chauvin-nationaliste qui ne serait que l'adaptation à des fractions de la bourgeoisie qui, de leur côté, pensent trouver leur salut dans une impossible autarcie.

Aujourd'hui, toutes les conquêtes arrachées par les différentes classes ouvrières européennes se trouvent remises en cause. Particulièrement celles arrachées après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque l'effondrement du nazisme avait ouvert une crise révolutionnaire (en France, en Italie, etc.), processus au cours desquels la lutte des classes, sans aboutir – à cause de la politique des appareils, et notamment de la puissance de l'appareil stalinien –, avait néanmoins permis d'arracher des conquêtes majeures. Dans ce cadre, la France joue un rôle particulier, car c'est le pays dans lequel les conquêtes qui existent encore conservent la marque de cette lutte des classes, tout particulièrement l'existence de la Sécurité sociale.

La survie du régime capitaliste exige aujourd'hui du capital financier de mener une offensive tous azimuts pour en finir avec ces conquêtes. Dans ce sens, un lien indissoluble relie l'offensive contre ces conquêtes et la guerre qui s'étend à partir du Moyen-Orient et du nord de l'Afrique. Un lien que viennent de rappeler avec éclat les attentats terroristes comme l'afflux de réfugiés fuyant la guerre en Syrie, en Afghanistan, en Irak, ou bien l'exode des populations déjà fragilisées du nord de l'Afrique, des Balkans et de l'Europe de

l'Est du fait de la politique de privatisations et de destruction de la force de travail imposée par l'impérialisme.

Pour ne prendre qu'un exemple, celui de la Roumanie, la moitié des travailleurs a disparu du pays en raison de la destruction de l'économie nationalisée, ces travailleurs vivant aujourd'hui dans les pays d'Europe occidentale (Allemagne, Espagne, France, Portugal, Italie) ; ce qui fait qu'une bonne partie de la population roumaine vit « grâce » à la surexploitation de ces travailleurs à l'étranger, qui y ont des conditions de salaires malgré tout très supérieures à celles qu'ils auraient eues s'ils étaient restés en Roumanie. Tout cela, alors que la Roumanie est membre de l'Union européenne.

Cette incompatibilité entre les conquêtes ouvrières et les exigences du capital financier en crise, à laquelle s'ajoute la résistance des travailleurs avec leurs organisations sous des formes et des rythmes différents dans chaque pays, amène à une double crise : la crise en cours des institutions dites supranationales et la crise de tous les régimes nationaux et des forces politiques qui les soutiennent. Dans ce sens, le « contrat » signé avec les appareils depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale est en train de voler en éclats, provoquant dans un premier temps la perte de « légitimité » de tous les partis, y compris des partis de la bourgeoisie. Le point de départ de la rupture de cet équilibre se trouve dans la dislocation de l'appareil stalinien depuis la chute de l'URSS en 1991, qui affecte tout autant les partis sociaux-démocrates et qui amène à la disparition — dans certains pays — de toute référence organisée se réclamant de la classe ouvrière, comme on le voit en Italie. Ce processus se prête au surgissement de nouveaux centrismes, type Siryza ou Podemos, qui s'avèrent, à ce stade, incapables de combler le vide laissé par les appareils traditionnels. Dans ces conditions, on voit une bonne partie des militants qui veulent rester fidèles au combat de classe se réfugier dans les syndicats.

Nous ne pouvons pas établir une stratégie de construction sans tenir compte de ces phénomènes, sans tenir compte des formes et des rythmes nationaux, pour déterminer une orientation qui, cette fois, se résume à l'invitation : « *Plus que jamais, immersion dans la classe et ses organisations !* »

Toute politique extérieure à la classe, autoproclamatoire, donneuse de leçons, déjà condamnée par l'histoire, mène à l'impasse.

NOS REPÈRES

Nous plaçons ce débat, la nécessaire élaboration d'une stratégie unifiée appuyée sur la mise en œuvre des tactiques nationales diversifiées, dans le cadre des conclusions qui nous ont amenés à la reproclamation de la IV^e Internationale en juin 1993. Rappelons ce que nous en disions à l'époque :

« *Répondre positivement à la question : faut-il reproclamer la IV^e Internationale ? implique la mise en œuvre progressive de toutes les dispositions pratiques, politiques et d'organisation. En premier lieu : renforcer les sections là où elles sont implantées dans la lutte de classe, créer, dans chaque pays où n'existe pas encore de section, un noyau de la IV^e Internationale.* »

Depuis le VIII^e Congrès mondial d'avril 2013, il y a juste trois ans, nous avons mis en place, en continuité avec les campagnes contre le traité de Maastricht, des campagnes unifiées à l'échelle européenne qui ont conduit à l'organisation de plusieurs conférences. Nous y reviendrons. La question, pour nous aujourd'hui, n'est pas simplement de tirer le bilan du passé. Mais si les secrétariats internationaux de novembre 2014 et de janvier 2015, le conseil général de mars 2015, les différentes notes – particulièrement le rapport sur l'Europe qui a préparé ce congrès et qui a été publié dans le bulletin n° 16 du comité de corres-

pondance —, ainsi que les différents articles de *La Vérité* nous interpellaient sur cette nécessité de sortir de la routine, d'établir l'état des lieux exact de nos forces, de notre implantation dans la classe et de la place que nous occupons dans le mouvement ouvrier, cette « révolution » interne était et reste indispensable pour pouvoir agir dans le bouleversement en cours.

Ce n'est pas un hasard si cette remise à plat a provoqué une réaction qui a conduit à la rupture d'une minorité de la direction française, qui a essayé d'étendre son opération à l'échelle de l'Internationale et dont le contenu est clairement liquidateur, comme nous l'avons établi au cours de ces sept derniers mois, et dont nous venons de discuter dans le précédent point à l'ordre du jour.

Si nous rappelons ce que nous avons décidé lors de la reproclamation en 1993 sur la nécessité de construire les sections, nous devons sans doute tirer au moins la conclusion de ce que les résultats sont loin d'être à la hauteur de nos espoirs. Et pourtant, dans toute une série de pays, nous avons gagné une place dans le mouvement ouvrier, et, sans y être déterminants, nous jouons un rôle que nous n'étions pas en mesure de jouer auparavant. Il ne s'agit évidemment pas d'imiter – dans le mauvais sens du terme – ce que l'on fait et comment on le fait en France, par exemple, mais d'utiliser la place que l'on y occupe pour aider à la construction de toutes nos organisations. Pour donner un exemple, on ne peut pas comprendre l'impact de la campagne menée en Espagne pour la défense des 300 syndicalistes poursuivis sans l'aide qu'a représentée le fait que des dizaines d'instances syndicales se sont prononcées, entraînant un front unique au plus haut niveau – sans oublier que cette campagne a été sabordée et boycottée par tous les partisans des liquidateurs – voir en Belgique, en Italie, aux Etats-Unis, et cela depuis le conseil général de mars dernier.

LEÇONS À TIRER DES CONFÉRENCES

Sans aucun doute, dans l'activité de l'Internationale, et pas seulement en Europe, l'organisation de conférences internationales au niveau mondial ou continental a représenté et donné des acquis majeurs. L'Entente, constituée à Barcelone en janvier 1991, avait été précédée par d'autres initiatives, notamment la conférence d'avril 1987 à Caracas. Nous avons mené pendant des dizaines d'années des campagnes communes en Europe. Et dans la dernière période, nous avons organisé celles de Cologne en 2011, Tarragone en 2013 et Paris en 2014, qui ont représenté des points d'appui majeurs. De quelle discussion s'agit-il ? Rappelons les discussions que nous avons eues au conseil général de mars 2015 : les conditions objectives sont-elles réunies pour convoquer une nouvelle conférence ? Evidemment, d'un point de vue pratique, il était possible de réunir une conférence, mais avec qui et pour quoi faire ?

Dans la note sur la situation en Europe, publiée dans le bulletin n°16, nous disions :

« Autant de conférences qui nous ont permis, dans le passé, d'établir des liens politiques avec des militants venant des principaux pays d'Europe. Des militants dont il faut admettre qu'ils n'ont pas réussi, pour la majorité d'entre eux, à s'inscrire dans des regroupements militants capables de peser sur les développements en cours sur le terrain de la lutte des classes dans leurs propres pays. »

En effet, faire une nouvelle conférence pour réunir des « compagnons de route » dans la salle, mais qui sont incapables de s'inscrire dans les développements en cours au sein de leur pays, à quoi bon ? Cela nous aurait amené à construire une fiction, qui contourne le travail méticuleux et conscient d'insertion dans la classe ouvrière dans chaque pays et la construction des sections.

Dans ce sens, nous ne voulons pas rester prisonniers de faux rapports produits du passé. Nous nous donnons la liberté de convoquer une rencontre européenne. C'est pour cela que la réorganisation du

bureau européen est une question centrale pour pouvoir agir en conséquence. En disant cela, nous insistons sur la nécessité de discuter, dans chaque pays, quelles initiatives les sections de la IV^e Internationale sont en mesure de prendre, sous des formes appropriées de transition, pour répondre aux besoins de la lutte des classes.

Au cours du 51^e Congrès du CCI, dont vous avez la résolution finale entre les mains, l'accent a été mis sur l'organisation, à l'initiative du POI, d'une conférence nationale pour la défense des conquêtes de 1789-1936-1945. Ce n'est évidemment pas une question historique : le gouvernement Hollande-Valls, au nom du capital financier, mène actuellement une offensive brutale pour démanteler toutes ces conquêtes ; au même moment, il crie au loup pour faire prétendument barrage au Front national et préparer 2017, c'est-à-dire mener un faux débat sur la nécessité de se rassembler derrière Hollande, pour essayer de détourner la résistance des travailleurs et des organisations.

Cela nous oblige dans chaque pays à préciser les formes que doivent prendre les regroupements politiques sur la ligne de la transition et les initiatives qui en découlent. Par exemple, à la suite de la campagne de défense des 300 en Espagne, le combat pour le front unique — qui dans une bonne mesure s'est réalisé — nous permet d'organiser une rencontre de la coordination du Comité d'alliance des travailleurs et des peuples (CATP) le 27 février prochain. Cette rencontre peut constituer une étape décisive — alors que l'incertitude de la situation politique est totale, qu'il n'y a toujours pas de gouvernement constitué dans le pays deux mois après les élections — pour avancer dans la préparation d'une conférence nationale qui intégrerait le combat pour l'annulation des contre-réformes, seul combat qui peut faire l'unité de la classe ouvrière en liaison avec la défense des droits démocratique, et plus directement avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et qui met fron-

talement en cause l'existence même du régime de la monarchie.

Les camarades allemands – et ils interviendront là-dessus – abordent du point de vue de la classe ouvrière la question des réfugiés, question qui ne peut pas être traitée en soi, parce qu'elle est le produit de la politique de l'impérialisme et que le capital financier essaie de l'utiliser pour casser les conquêtes de la classe ouvrière allemande, et surtout les conventions collectives. Les propositions du gouvernement de coalition, pour embaucher dans des conditions qui rompent avec les conventions collectives en vigueur, s'articulent avec des discours larmoyants au sujet de la condition misérable des migrants. Pour aboutir, comme c'est le cas de quelques sociaux-démocrates bien-pensants, à la proposition de « *la création de conditions de vie supportables dans les camps de réfugiés au Liban, en Turquie, en Jordanie et au Kenya* »... et de la construction de logements qui correspondent à la Convention de Genève pour les réfugiés, mais installés aux frontières extérieures de l'Union européenne.

Cette politique cherche à détourner la classe ouvrière et ses organisations du combat pour la défense de ses conquêtes et de l'intégration des réfugiés dans le cadre conventionnel encore en vigueur pour n'importe quel autre travailleur.

L'UNION EUROPÉENNE ET LE GOUVERNEMENT SUPRANATIONAL

Il y a une question à clarifier entre nous. Nous avons affirmé à plusieurs reprises, notamment après la déclaration du Secrétariat international de novembre 2014, que « *la seule force qui puisse épargner à la société le plongeon dans des affrontements communautaires est la classe ouvrière se rassemblant sur son terrain de classe avec ses organisations* ». Les institutions de l'Union européenne, depuis leur constitution, cherchent, dans

une politique d'intégration par le biais de la CES, à œuvrer à l'affrontement entre les différents peuples et à la division de la classe. Dans ce sens, toute la supra-structure de l'UE cherche, au service du capital financier, à aiguiser les affrontements entre les peuples.

Ce serait tourner le dos à la réalité que de répandre l'idée selon laquelle il existerait un gouvernement supranational tout puissant. Ce serait d'abord oublier que les 28 gouvernements de l'UE ne sont pas tous logés à la même enseigne, et ce serait ensuite dédouaner la responsabilité de chacun des gouvernements nationaux. L'approfondissement de la crise révèle une question simple : ce sont les gouvernements qui représentent les bourgeoisies et les groupes financiers les plus importants (Allemagne et France) qui déterminent pour une large part la politique de toute l'institution, et cela se fait, répétons-le, dans un cadre de subordination à l'impérialisme américain, attaché à ce que le gouvernement allemand prenne en charge « l'ordre économique » de l'Europe et à ce que le gouvernement français se mette à la tête des opérations de sous-traitance militaires.

La crise de domination de l'impérialisme américain, incapable d'établir une ligne claire et de l'imposer, provoque aussi, vous le savez, des contradictions au plus haut niveau, des volte-face et des changements « d'alliance », comme on le voit dans la guerre de destruction que subit la Syrie et qui aiguisent encore les contradictions entre les différents gouvernements de l'UE.

Dans cette situation, il est absurde de considérer que les 28 pays de l'Union européenne « suivent » au même niveau les directives de l'UE. Comme il est tout aussi absurde de considérer que les institutions européennes imposent par la force des mesures aux gouvernements Merkel et Hollande-Valls. Evidemment, il y a un jeu de leur part qui consiste à utiliser l'UE pour faire passer leur politique, imposé par le capital financier.

Mais la troïka se permet d'atterrir à Lisbonne pour superviser la marche du gouvernement et des ministères, ce qu'elle ne fait ni à Berlin ni à Paris. Dans les ex-pays de l'Europe de l'Est, transformés en pays dépendants, les diktats de l'UE font quasiment office de loi absolue.

Cela ne démontre pas seulement l'incapacité totale de l'Europe à être unifiée par ses différentes bourgeoisies, et donc l'impasse dans laquelle s'enfoncent les institutions dites supranationales. Le traité de Schengen et sa remise en cause sont un bon exemple à ce sujet. L'espace Schengen, constitué par 26 Etats européens, dont quatre ne sont pas membres de l'UE, est un dispositif essentiel de celle-ci. L'objectif déclaré est de favoriser l'uniformisation des marchés du travail, c'est-à-dire leur nivellement par le bas, à l'intérieur de l'UE. La crise actuelle de Schengen, la réinstallation de contrôles aux frontières intérieures à toute une série de pays aggravent la crise d'implosion de l'UE et démontrent l'impuissance des Etats à faire face à l'accueil de quelques millions de migrants. Evidemment, des décennies de démantèlement des services publics mettent à jour le vrai visage de l'UE tout autant que la « solution » poursuivie : la multiplication d'affrontements communautaires pour semer le chaos, comme une des formes d'extension de la guerre.

La discussion actuelle entre le gouvernement britannique, conduit par David Cameron, et l'Union européenne soulève aussi toutes ces contradictions. Quel est le fond du débat ? Evidemment, il ne faut pas minimiser l'exigence de Cameron de surexploiter la main-d'œuvre immigrée pour l'utiliser contre l'ensemble de la classe ouvrière, et donc de ne plus couvrir les droits sociaux fondamentaux – question relativement nouvelle. Car depuis que Cameron, en 2013, a été obligé de promettre la tenue d'un référendum sur le Brexit, le centre de la discussion est de savoir comment préserver la place de la City. Rappelons que la City représente 14 % de l'économie britannique et près de 2 millions d'emplois. Elle est le premier

centre financier en Europe et se dispute la première place avec New York, au niveau mondial. Or la bourgeoisie britannique n'est absolument pas disposée à accepter la réglementation de la BCE ni les contraintes de la monnaie unique. La bourgeoisie peut, à la rigueur, accepter de se maintenir dans l'UE, mais dans un cadre de coexistence entre la monnaie unique, la BCE et une City de Londres complètement déréglementée.

Cela pose une question majeure du point de vue du mouvement ouvrier : les directions du Parti travailliste et du TUC sont majoritairement en faveur d'un maintien dans l'UE, sur la base de l'argument qui voudrait que les directives européennes soient un point d'appui pour les droits sociaux en Angleterre. Cette position contourne la question centrale : le combat pour l'abrogation des lois antisyndicales de Thatcher de 1985 (avant la constitution de l'UE). En réalité, il s'agit de la capitulation de la social-démocratie britannique face à cette question centrale.

D'un autre côté, une fraction de la bourgeoisie britannique préfère largement l'indépendance totale vis-à-vis de l'UE. Du point de vue de la classe ouvrière, une alliance est-elle favorable entre toute une fraction de militants, de responsables politiques et syndicaux, et ce secteur de la bourgeoisie ultraréactionnaire, héritière directe de la législation de Thatcher ? Le combat pour une section britannique de la IV^e Internationale passe, aujourd'hui plus que jamais, par la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier, ne pas tomber dans les pièges dressés derrière le débat sur l'Union européenne, par le combat immédiat contre les « réformes » de Cameron.

TIRER LES LEÇONS DE LA GRÈCE

Nous disions :

« Il est vital, pour les sections de la IV^e Internationale, de tirer les leçons de la crise grecque de ces treize derniers mois, depuis la victoire électorale de Tsipras le 25 janvier 2015, et de ces cinq dernières années »,

c'est-à-dire depuis le premier plan d'austérité d'avril 2015. La volte-face de Tsipras après le référendum du 5 juillet et sa capitulation signée le 13 juillet ont eu un impact dans toute l'Europe. Provoquant, d'une part, un choc dans toute la population grecque, qui s'est vue infliger de nouvelles attaques et souffrances, et, d'autre part, ouvrant une crise majeure dans Siryza et au sein de tous ses alliés en Europe.

Aujourd'hui, rien n'est réglé. Les représentants de l'UE considèrent que le gouvernement Tsipras n'applique pas les contre-réformes auxquelles il s'est engagé. Ce qui a inévitablement provoqué de nouvelles mobilisations qui montrent que même si la classe ouvrière a subi des coups majeurs, elle n'est toujours pas défaite. Mais il faut répondre à la question suivante : comment est-il possible que les formidables mobilisations de la classe ouvrière et du peuple grecs n'aient pas réussi à faire reculer d'un pouce les plans meurtriers imposés par le capital financier ? Il s'agit de la survie du peuple grec, à laquelle s'ajoutent les souffrances des millions de migrants qui traversent le pays. Nous l'avons dit, le sort réservé à la Grèce est un avertissement à tous les peuples d'Europe. De ces cinq dernières années, il faut tirer une première conclusion : les directions des principales organisations ont préservé le centre du pouvoir économique. N'est-ce pas là que les problèmes se sont concentrés ? N'est-ce pas là que la rupture avec l'Union européenne, qui est la rupture avec le pouvoir du capital financier, s'est concentrée ?

Pendant les six premiers mois de 2015 du gouvernement Siryza, véritable gouvernement de Front populaire, le système bancaire n'a pas été touché d'un pouce, permettant la poursuite de la fuite des capitaux, protégeant les grands propriétaires que sont l'Eglise orthodoxe et les armateurs. Et actuellement, un budget a été dégagé pour une armée, au service de l'Otan. Mais les forces politiques qui soutenaient le gouvernement Siryza, pendant six mois, ont menti

au peuple au sujet des supposées négociations avec l'UE. Elles ont eu les phrases les plus radicales contre l'UE... tout en ménageant les positions bien réelles du capital financier en Grèce.

Tout a été fait pour dédouaner de sa responsabilité le gouvernement Siryza. Y compris dans notre presse, relisez les articles de Dominique Ferré qui soutenaient « de façon critique » le gouvernement Siryza, soulignant la responsabilité (bien réelle) du Pasok et du KKE, mais en faisant comme s'il n'y avait pas de gouvernement (voir *Informations ouvrières*, n° 358, 2 juillet 2015). Le pire imposteur dans le gouvernement Tsipras a sans doute été Varoufakis, qui, tirant le bilan de sa participation au gouvernement, « dénonçait » les institutions européennes, pour conclure à « l'échec du programme des réformes que nous étions les seuls à être en mesure de faire accepter aux Grecs ».

Il est évident qu'aujourd'hui, le sort de la classe ouvrière grecque dépend en bonne partie de la résistance à l'échelle européenne dans les différents pays, mais la construction d'une section grecque de la IV^e Internationale doit intégrer pleinement les leçons de l'impasse actuelle.

Cela nous amène à faire un bilan d'échec de ce que nous avons décidé et mis en place par rapport à la Grèce, et notamment de la décision de nous implanter en Grèce. Rappelons qu'à la fin de 2011, le SI avait discuté de la nécessité d'ouvrir un bureau à Athènes. Pendant des années, les deux ex-camarades désignés pour ce travail se sont limités à faire des allers et retours à Athènes, en prenant appui sur la présence miraculeuse, dans une ville d'importance secondaire, d'un camarade venant de la section allemande. Le refus d'installer un bureau à Athènes, qui a été critiqué dans toutes les réunions du SI, avait un contenu politique : l'adaptation à la politique de Siryza, d'abord, et au gouvernement de Front populaire ensuite. La limite fut le conseil général de mars 2015, au cours duquel les deux membres de l'EXSI [exécutif du SI]

se sont refusés à simplement rendre compte de leur mandat. Or, comme on l'a appris ultérieurement, ils étaient déjà engagés dans l'entreprise liquidatrice.

AVANCER VERS UNE STRATÉGIE UNIFIÉE

Pour cela, il est évident que nous devons prendre appui sur l'activité des principales sections et leur expérience. D'abord la section française, et à un autre niveau les sections espagnole et allemande. Cela constitue également la base de la réorganisation du bureau européen. Il nous faut donc éviter tout appel abstrait contre la guerre et l'exploitation. Nous aurons l'occasion de discuter de l'opération « conférence de Mumbai », mais nous devons nous réapproprier pleinement notre expérience passée, sans oublier les leçons tirées par Lénine du combat mené par la fraction bolchevique dans la Conférence de Zimmerwald et du point d'appui qu'il constituait pour la constitution de la III^e Internationale.

Comment poser aujourd'hui le combat contre la guerre en Europe ? Ce ne seront pas les formulations générales et abstraites qui compteront, mais le combat contre chaque gouvernement impérialiste, comme base de tout internationalisme. Si nous déclinons cela en Espagne, aujourd'hui, la question centrale qui permet d'établir le lien entre émancipation sociale et émancipation démocratique est l'existence de bases militaires, sous contrôle

des Etats-Unis, qui représentent une menace directe contre le nord de l'Afrique, et en particulier contre l'Algérie. C'est donc pointer la responsabilité propre du gouvernement espagnol, qui participe de ce fait à l'effort impérialiste.

Pour aider toutes les sections à élaborer leur propre politique, à partir de la réorganisation du bureau européen, nous pouvons prendre quelques mesures. En particulier, nourrir l'échange politique au travers des bulletins de correspondance, qui doivent être le centre de l'élaboration collective. Deuxièmement, nous avons la possibilité et les informations disponibles pour publier tous les quinze jours une *Lettre des militants de la IV^e Internationale d'Europe*, qui permette un échange d'informations et d'expériences dans la lutte de classe.

C'est dans ce cadre que nous devons aider, même avec des moyens modestes, chaque organisation à se doter d'un organe d'expression propre, comme cela a commencé à se faire en Angleterre, et préciser dans chaque pays comment s'exprime la IV^e Internationale de manière indépendante, sans se limiter à l'édition et à la diffusion de *La Vérité*. Le prochain SI, qui sera élu par ce congrès, devra étudier la possibilité d'organiser, pendant l'été, un camp de cadres des sections européennes de la IV^e Internationale pour poursuivre les débats de ce congrès et tirer un bilan de ce qui aura été réalisé entre-temps.

Andreu Camps

“La stratégie de construction dans les pays opprimés”

Troisième rapport présenté par João Alfredo Luna

Camarades,

Je ne répèterai pas ce qui a été dit ici précédemment sur le cadre général de la régression de civilisation provoquée par la survie du régime à bout de souffle de la propriété des moyens de production.

J'enregistre seulement que par rapport aux pays coloniaux et semi-coloniaux, ou dominés, enfin des pays qui ne sont pas impérialistes, car ils sont soumis à l'impérialisme, la situation diffère du précédent congrès de la IV^e Internationale, en 1913. A ce moment-là, même après des révolutions et des révoltes en Afrique du Nord, nous avons besoin d'expliquer que non, les pays dits « émergents » n'allaient pas sauver le capitalisme en crise.

Aujourd'hui, ils sont tous en crise ouverte, et pas seulement à cause de la chute des prix du pétrole et autres matières premières, de l'annulation partielle des délocalisations industrielles des précédentes décennies et de l'imminente augmentation des taux d'intérêt de la FED (la banque centrale des Etats-Unis), mais parce qu'ils participent pleinement de l'effondrement en cours du capitalisme, étranglé par des rapports de production caduques depuis un siècle.

Les BRICS : cet acronyme était à l'origine BRIC, une mise d'investissement spéculatif au Brésil, en Russie, en Inde et

en Chine ; puis, ensuite, pour des raisons politiques, le « S » d'Afrique du Sud (South Africa) y a été ajouté, et les cinq pays, alors, ébauchèrent la constitution d'un « bloc ». Ce groupe ne pouvait pas être la locomotive d'une reprise capitaliste, car les cinq pays étaient soumis (chacun avec des différences importantes) au marché en crise, même s'ils ont pu bénéficier de façon relative de la spéculation sur les produits de base dans un premier mouvement de la crise dans la décennie passée.

Aujourd'hui, la discussion concernant les BRICS sur le marché financier a été remplacée par des paris sur qui sera le premier en faillite ; des listes successives des « cinq fragiles » font alterner la Russie, le Brésil et également la Turquie. Finalement, comme l'a dit, il y a peu, le *Wall Street Journal*, l'année passée, pour la première fois dans les dernières décennies, sont sortis, au lieu de rentrer, plus de 500 milliards de dollars des « pays émergents », bien avant l'augmentation des taux de la FED (une nouvelle fois ajournée, comme facteur de crise également). La Chine, ancienne étoile des BRICS, fait passer des nuits blanches aux banques, au point que *The Economist*, revue du marché financier, a demandé que le pays face marche arrière avec des mesures de contrôle de capitaux, craignant, comme il le dit, que la sortie de capital en

cours en Chine « *n'apporte un vent mauvais et ne provoque une panique totale* », littéralement, au-delà des problèmes sociaux, grèves et révoltes qui, en déstabilisant la Chine, menacent d'entraîner l'Asie tout autour.

C'est sur le dos des travailleurs que se déverse le coût de la crise.

L'Organisation internationale du travail (OIT) a publié un bilan annuel, où elle a comptabilisé 2,3 millions de chômeurs en plus en 2015, qui s'ajoutent 27 millions de plus entre 2007-2014, sur un total de 200 millions de chômeurs sur la planète. L'OIT a dit de façon catégorique : « Cette fois, c'est la faute des pays émergents », et parmi eux, elle met en évidence en raison du volume l'Amérique latine, qui était citée, il y a peu, comme un exemple des « bonnes politiques » de certains gouvernements contre ce fléau.

FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE ET CLASSE OUVRIÈRE

Le système failli a besoin de briser la résistance de la classe ouvrière et des peuples pour survivre. La classe ouvrière, de son côté, a besoin de soulever la nation opprimée contre l'impérialisme pour vaincre la crise et s'émanciper.

Le front unique anti-impérialiste (FUA) dans les pays « arriérés » procède de la même orientation que le front unique ouvrier (FUO) dans les pays « développés ». Son objectif est, dans la lutte pour le pouvoir, pour le gouvernement ouvrier et paysan, de gagner la majorité de la classe ouvrière. Ce qui, dans les pays arriérés, se relie au fait de gagner la majorité des opprimés. J'insiste sur ce point, car en voyant un texte des « liquidateurs » poser tant de conditions pour réaliser dans l'action le front unique avec des secteurs petits-bourgeois et même bourgeois, on a l'impression qu'il s'agit d'une sentence de liberté conditionnelle, vu la quantité énorme de réserves qui visent à empêcher que le condamné ne récidive dans son

crime, car la tentation serait plus grande que la lucidité...

Tel n'est pas notre cas, car nous sommes les adeptes d'une politique audacieuse de front unique anti-impérialiste pour construire la IV^e Internationale.

Nous partons de l'incapacité de la bourgeoisie « nationale », devenue globalement « compradore » du capital financier, à réaliser les tâches nationales et démocratiques minimales afin de constituer la nation souveraine et commencer à satisfaire les revendications les plus urgentes des masses opprimées et exploitées. Nous avons appris avec Pierre Lambert que notre indépendance politique et organisationnelle — sur une ligne de rupture — est une condition tant dans le front unique ouvrier que dans le front unique anti-impérialiste.

Le combat pour des partis ouvriers indépendants au sein de la politique de front unique est, pour cela, une nécessité vitale pour l'avancée et la victoire finale de la classe ouvrière, un objectif permanent, tandis que les accords de front unique seront très souvent ponctuels avec des secteurs de la bourgeoisie, ils ne pourront jamais être plus que cela.

Et je dis bien parti ouvrier (indépendant) ou parti des travailleurs, et non pas « parti du peuple » ou « des secteurs opprimés » ou des « communautés minoritaires » (peuples originaires indigènes, etc). Toutes ces formules apparaissent dans la discussion, y compris au sein des sections et groupes de la IV^e Internationale. Mais, entre nous, ils sont le produit d'une certaine confusion entre la lutte pour un parti de classe (ouvrier, des travailleurs) et la tactique ou la stratégie du front unique légitime avec d'autres secteurs opprimés, où le front unique est au service de l'objectif de construction du parti de classe.

Ce parti de classe, un parti ouvrier indépendant, est, pour nous, une transition pour la IV^e Internationale. C'est-à-dire, avec tout le respect pour ses autres composantes éventuelles, qu'il s'agit pour nous d'une

politique pour construire les sections de la IV^e Internationale dans tous les pays.

A présent, une autre précision : dans un pays arriéré, colonial ou semi-colonial, quand nous parlons de front unique en termes de pouvoir (pas seulement en termes de syndicat, dont nous savons qu'il est l'organe de front unique ouvrier élémentaire), nous parlons là de front unique anti-impérialiste.

Front unique contre l'impérialisme et ses agents locaux, pour que cela soit plus tangible, c'est juste, mais ne confondons pas avec un « front anticapitaliste » — ou front « du peuple travailleur contre la bourgeoisie et l'impérialisme », ce qui revient au même. Celle-ci serait une formule radicale en paroles, mais d'emblée vouée à l'échec, car elle ne serait pas capable d'attirer la majorité opprimée et exploitée de la nation, dont le prolétariat a un absolu besoin.

C'est ainsi que Pierre Lambert a abordé le problème dans la commission de la question nationale au IV^e Congrès de la IV^e Internationale. La résolution aborde le FUA « *sur des objectifs spécifiques* » (privatisations, Constituante, etc.) avec des secteurs de la bureaucratie de l'Etat, avec des militaires, avec la petite bourgeoisie, même avec des secteurs bourgeois, clairement contre l'impérialisme. A l'époque, la question pratique en vue était le surgissement du gouvernement Chavez, une sorte de phénomène qui, ensuite, comme produit de l'action des masses, irait se « répéter » sous diverses formes dans d'autres pays d'Amérique latine.

Dans la situation présente en Algérie, la tactique actuelle des camarades est en rapport avec cette même ligne de front unique anti-impérialiste, lorsqu'il s'agit de défendre les 51 % de la propriété d'Etat nationale, de l'opposer aux traités d'association avec l'Union européenne et ainsi de suite, y compris sur la place de premier plan que le parti ouvrier doit occuper sur ces questions.

L'analogie est possible.

DÉFENDRE LA NATION CONTRE L'IMPÉRIALISME

Nous avons appris avec Trotsky que l'économie mondiale est une puissante réalité et pas la simple addition d'unités nationales. Les particularités nationales existent, mais en intégrant le développement inégal et combiné, non comme une somme « d'exceptions ». Dans ce cadre, le retard relatif de quelques pays par rapport à d'autres (impérialistes) est une partie constitutive du fonctionnement du marché mondial en tant que tel, et non le vestige d'un lointain passé. Ce qui aide à comprendre la limitation de la dénommée Banque des BRICS (elle dispose d'un capital de 1 milliard, sur un marché où il s'en échange plusieurs milliards de milliards) qui ne va, ni ne peut, créer un autre marché ou échapper aux lois du marché qui existe.

La politique du front unique anti-impérialiste est incontournable pour la révolution prolétarienne.

Cela ne date pas d'hier. Au IV^e Congrès de l'Internationale communiste, dans les années 20 du siècle dernier, Lénine et Trotsky condamnaient déjà durement comme « *opportunisme de la pire espèce* » l'attitude de dirigeants consistant à « *défendre exclusivement l'intérêt de la classe ouvrière* », ce qui les discréditait auprès des larges masses, les rendant impuissants pour la révolution dans un pays arriéré, colonial ou semi-colonial.

En cent ans, cela n'a pas changé. En définitive, on serait en présence d'une nouvelle phase super-impérialiste du capitalisme sans contradictions si la question nationale avait disparu dans les pays arriérés.

Un exemple actuel nous vient de l'Equateur.

Il se discute dans un forum de quatre centrales syndicales, appelé Parlement travailliste, la formation d'un Parti travailliste. Sans vouloir être fétichiste, dans le

cas présent ce nom n'est pas neutre : il n'est pas un parti ouvrier indépendant, il s'agit plus d'une opération de la direction bureaucratique des centrales en vue de négocier avec le régime du président Correa, un bonapartiste à la Chavez pour résumer (probablement dans le cadre des prochaines élections). C'est un parti « d'en haut » qui, pour l'heure, ne comporte aucune structure « en bas ». Très certainement, il est le symptôme du besoin pressant d'un parti de classe, très certainement, il faut en tenir compte dans la tactique de la section pour se construire à l'intérieur du processus engagé.

Mais en s'attaquant de front aux problèmes. Comme l'obstacle dans cette voie que représente la plate-forme de ce Parti travailliste, qui débute comme un chapelet de revendications syndicales immédiates, presque toutes du secteur public, bien que globalement justes, y compris certaines qui s'opposent à des mesures du gouvernement, mais qui ont scandaleusement fait l'impasse sur les problèmes des autres secteurs opprimés et majoritaires parmi le peuple équatorien (paysans, indigènes, jeunesse, etc.), ainsi que sur les questions de la vie de la nation opprimée (l'économie dollarisée, par exemple).

PARTI OUVRIER ET FUA

Alors, la lutte pour un parti ouvrier, comme on le voit, ne peut pas se résumer à des relations diplomatiques avec la bureaucratie syndicale. Il serait en même temps erroné, infantile, de concevoir le parti ouvrier comme un instrument contre la bureaucratie syndicale en bloc, quand, plus probablement, il va la diviser tout au long du processus de formation. La bureaucratie est confrontée à la menace de disparaître avec les attaques contre la classe, et une partie d'entre elle peut ou doit résister. Même si c'est sous une forme maladroite et imparfaite. Il serait peu intelligent de l'ignorer dans la lutte pour un parti ouvrier.

Comme également dans le front unique anti-impérialiste et dans le front unique ouvrier, qui nourrit la lutte pour le parti ouvrier, ce ne sont pas des phases ou des sujets séparés, parce que, finalement, l'objectif du front unique n'est autre que de réunir les conditions pour la prise du pouvoir politique de l'Etat, pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour reconstruire l'Etat sur de nouvelles bases (conseils, économie planifiée, essentiellement).

Cette séparation nuisible entre le FUA et le FOU, nous l'avons observée dans la crise du gouvernement Dilma l'année passée. Les stalinien et l'appareil luliste ont tenté de séparer les objectifs démocratiques de la lutte (contre le putsch de la destitution, objectif de type anti-impérialiste) des objectifs propres de classe du moment (défense des droits du travail vilipendés par le ministre Levy du gouvernement, sujet de front unique de type ouvrier, en l'occurrence, sous le prétexte que cela « fragiliserait » Dilma). Tout autant que les gauchistes du PSOL qui faisaient de même avec un signal inverse, répugnant ou se refusant à défendre Dilma face à la destitution (sous le prétexte de la priorité à donner à la bataille contre la politique économique pour ne pas « renforcer » Dilma).

D'un autre côté, pour important que soit le rapport du FUA avec le FOU s'intégrant dans la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour plus étroite encore que puisse devenir notre collaboration avec une direction anti-impérialiste, cela ne peut nous exonérer de la construction de la IV^e Internationale (construction de sections par le biais du regroupement dans un parti ouvrier indépendant comme transition).

C'est également pour cela qu'il est une aberration politique que le culte de Chavez et du chavisme ait abouti, dans le Secrétariat unifié et la Tendence marxiste internationale (TMI) de Alan Woods, au soutien d'une « V^e Internationale » annoncée par Chavez dans la précédente décennie. Le suivisme, en l'occurrence,

était tout le contraire de l'audace nécessaire dans une politique indépendante de front unique et, en particulier, de front unique anti-impérialiste.

Finalement, une direction reconnue par les masses, quand elle est obligée par les conditions générales et la pression des masses à aller plus loin qu'elle ne le voudrait, ne change pas pour autant de nature, petite-bourgeoise, bureaucratique, ou même bourgeoise et contre-révolutionnaire, selon le cas.

Mais la fermeté dans les principes ne doit pas non plus être confondue avec une sorte d'intransigeance doctrinaire abstraite, obstacle pour que nous intervenions comme organisation de combat dans les processus vivants en cours.

C'est ce qu'a fait Trotsky quand il a appuyé la nationalisation des chemins de fer par Cardenas au Mexique dans les années 1930, et pour la garantir. Et quant à la réforme agraire, en sachant ce qui était en jeu, il a combattu l'insistance à ce moment-là pour la collectivisation de l'agriculture sans que le pays ne « dispose de moyens » industriels pour la soutenir (« *il est pauvre en capitaux* »), car il se souvenait que, dans le Mexique différent de la Russie, il n'y avait pas encore eu une révolution socialiste, et il fallait attirer les capitaux, etc.

DE L'AUDACE

Aujourd'hui, l'audace dans le front unique anti-impérialiste, si vous me permettez de donner mon avis, est encore plus nécessaire que dans les années 1930 pour exploiter la situation créée en Amérique latine, dont le potentiel explosif est énorme. Je me réfère à l'impasse des gouvernements dits « progressistes » qu'ont connus une demi-douzaine de gouvernements sur le continent pendant une décennie, chargés des illusions des masses, s'appuyant parfois directement sur leurs organisations.

Sur ce point, le camarade a raison, qui a mis en relief l'importance de la résistance

aux traités de libre-commerce avec lesquels l'impérialisme, même après l'échec de l'ALCA en 2002-2003, insiste pour remodeler et intégrer les économies locales dans une relation de subordination renforcée, à travers des accords bilatéraux de libre-commerce, sur la voie du Traité transpacifique (TPP), projet qui doit encore être mis en œuvre et qui rencontre une résistance même aux Etats-Unis, principalement dans le mouvement syndical.

Mais la question du libre-commerce a valeur de critère pour clarifier une autre question soulevée par un autre camarade. Oui, parce que je serai d'accord pour ne pas considérer de la même façon des gouvernements « progressistes » comme le premier gouvernement Bachelet, au Chili, qui a soutenu l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et le traité bilatéral de libre-commerce, au contraire d'autres gouvernements dits « progressistes » (je ne suis pas sûr quant à l'actuel gouvernement Bachelet avec une composition et quelques mesures différentes, mais la reprise de la discussion le clarifiera).

C'est justement dans les relations avec l'impérialisme — « *sur l'arène internationale* », comme disait Trotsky —, « *que se clarifient les positions des différentes forces* », et sur cette question du libre-commerce, on distingue quels sont les gouvernements dits « progressistes ». Il n'y a pas parmi eux, selon ce critère, les pays du dénommé « Arc du Pacifique », avec des traités de libre-commerce (TLC) bilatéraux avec les Etats-Unis, et les gouvernements successifs du Mexique, de Colombie et du Pérou, ainsi que du Chili, gouvernements en général de partis différents. Tandis que se sont refusé à signer les TLC avec les Etats-Unis lesdits gouvernements « progressistes » d'Equateur, de Bolivie, d'Uruguay, du Brésil et du Venezuela, ainsi que d'Argentine (cas un peu à part après « l'argentino » de 2001), gouvernements de la même force ou direction politique de « résistance » partielle.

Si nous examinons cela de plus près, nous verrons que ce sont en général les mêmes gouvernements qui – sous la pression des actions des masses à leur apogée dans la région à cette période – ont tenté, sans rompre avec l'impérialisme, de continuer à contrôler les masses à la limite d'une renégociation des termes de la domination impérialiste. Et c'est là que se pose la question cruciale du contrôle de l'exploitation du pétrole et du gaz (à l'exception de l'Uruguay non-producteur). Mais les bénéfices obtenus ont été limités – il n'y a pas eu expropriation ou nationalisation générale, mais une augmentation de la participation de l'Etat – et ils ont rapidement diminué avec la détérioration récente des prix internationaux.

De sorte qu'à présent, c'en est pratiquement fini de l'existence d'une certaine marge de manœuvre dont disposaient les gouvernements (d'autres matières premières exportées ont également oscillé vers le bas). A partir de là, le caractère réactionnaire de toute politique de gouvernement qui se maintient à la limite du marché est mis en évidence comme jamais auparavant aux yeux des larges masses, dont également une certaine conscience de classe particulière a progressé dans la décennie antérieure. Cela signifie qu'elles sont aujourd'hui encore moins disposées à tolérer de ces gouvernements des mesures auxquelles elles résistaient déjà dans les années 1980 et 1990, quand elles provenaient de gouvernements ouvertement pro-impérialistes.

DES POINTS D'APPUI

Ce n'est pas pour autant que la situation aujourd'hui cesse d'être difficile – il y a une détérioration des conditions de vie, des reculs et des concessions des gouvernements, l'exploitation de scandales de corruption pour attaquer les organisations... Mais dans la mesure où, globalement, la situation est « désespérée, mais pas perdue », il reste qu'il y a encore des points d'appui, y compris institu-

tionnels, qui pourraient permettre de repousser l'offensive réactionnaire pro-impérialiste de reprise du contrôle direct de la situation et du marché local, à travers des mesures depuis les postes de gouvernement et sous l'impulsion des organisations de masses.

Mais à présent, les mesures à adopter devraient être de véritables réformes, et qui toucheraient à la propriété (réforme agraire ; industrielle – certains groupes, renationalisations ; financière – centralisation du change, contrôle des envois de fonds, dédollarisation ; propriété urbaine également), cela pour pouvoir améliorer les conditions de vie des masses, puisqu'il n'y a pas « d'excédent commercial » pour les financer.

Ou bien ce sont des réformes qui débouchent à terme vers un processus de révolution. Ou alors ces réformes inachevées, ou seulement à peine ébauchées, deviennent des cibles faciles de la contre-révolution qui menace.

Il n'y a pas d'autre moyen.

Le problème est que les forces politiques portées au gouvernement, petites-bourgeoises, bureaucrates ou bourgeoises, n'étaient et ne seront pas révolutionnaires ; comme nous l'avons déjà dit, même poussées à faire un pas en avant, elles ne changent pas pour autant de nature. L'avancée majeure sur la voie du gouvernement ouvrier et paysan, voie de la rupture avec l'impérialisme, sera pour cela une initiative de forces indépendantes, qui, en relation avec la IV^e Internationale, se détachent des appareils en crise qui se réordonnent et se différencient à travers la lutte de classes.

Le cas de l'Etat cubain est exemplaire du point de vue des obstacles qui existent en Amérique latine, indépendamment de notre position de défense inconditionnelle des conquêtes de la révolution qui sont à la base de la formation de cet Etat.

Quand des gouvernements « progressistes » ont esquissé des pas partiels ou

hésitants sur une voie d'émancipation, la direction castriste s'acharnait à rechercher une voie d'ouverture pour le marché, les privatisations et investissements d'entreprises impérialistes, avec des milliers de travailleurs licenciés, etc. Et quand ces prétendus progressistes arrivèrent à l'impasse actuelle, les Etats-Unis d'Obama célébrèrent la reprise des relations diplomatiques avec Cuba, dont l'isolement était devenu insoutenable sur le continent, faisant de sa réintégration dans l'OEA un facteur de défense de l'ordre – y compris dans la « guerre contre le terrorisme » –, comme on peut le voir avec les conseillers cubains si actifs au Venezuela et dans d'autres pays, qui s'appliquent à recommander la même recherche d'accords avec l'opposition bourgeoise et l'impérialisme.

Aujourd'hui, les gouvernements du Venezuela, du Brésil, comme de l'Algérie et d'autres pays, chacun avec un type de relation entre ces gouvernements et les organisations de masses, doivent faire l'objet d'une politique de front unique anti-impérialiste, qui ne sera pas identique, pourra même être très différente dans la façon de s'adresser à eux, toujours sur des questions concrètes.

Au Brésil, en particulier, cela est possible parce que Dilma n'est pas tombée. Cela est dû pour beaucoup à l'action de la CUT, action qui à son tour se relie à la résistance victorieuse contre l'ajustement des grèves nationales de travailleurs des banques et du pétrole (même si d'autres catégories ont plus souffert). Et l'action de la CUT aux côtés d'autres mouvements et de la jeunesse a amené à une modification du PT lui-même avec la coalition de gouvernement qui, cependant, reste en crise.

Dilma n'est pas tombée, celui qui est tombé est son ministre Levy, qui pouvait représenter un pont pour une « entente » avec le marché, ce qui met à l'ordre du jour, à présent, de faire tomber la politique d'ajustement qui reste encore en héritage. Mais dans de meilleures conditions qu'aparavant pour les travailleurs. La

chute de Levy à la fin de l'année est inséparable de la manifestation des 100 000 à São Paulo en décembre – dont le contenu était contre le putsch et l'ajustement, ce que nous avons exprimé dans des mots d'ordre qui ont rencontré un écho –, supplantant les manifestations de la réaction putschiste tout au long de l'année.

J'ai la conviction qu'il faut ajouter à ce bilan, en ce qui nous concerne, notre propre bilan, en l'occurrence, celui de la campagne financière menée au cours du dernier trimestre, qui a atteint les 100 % d'un objectif ambitieux (supérieur de 20 % à celui de l'année dernière en chiffres constants). Je mets l'accent sur ce point, car il n'y a pas de politique de classe sans organisation et il n'y a pas d'organisation de classe indépendante sans indépendance financière (fondement d'une politique de construction, recrutement, statuts, etc.).

Et nous ne savions pas, très peu de temps avant, si nous atteindrions la manifestation des 100 000 avec leurs organisations, une action, de fait, de front unique (avec notre engagement), qui barrerait la route à la droite putschiste, pas plus que nous ne savions si nous récolterions les 100 % de notre objectif de collecte dans les délais, comme bilan positif de l'orientation « audacieuse » dans cette période. Cela ne prouve pas que nous avons totalement raison, mais je crois que cela indique que nous sommes sur le bon chemin.

A partir de là, comme je l'ai dit, rien n'est résolu au Brésil. Ce qui est en jeu, c'est la destruction du PT, qui intègre l'offensive qui vise les organisations de masse comme la CUT, le MST et d'autres. Aujourd'hui, il est clair que, malgré la désastreuse adaptation du PT aux institutions corrompues, sa destruction ne serait pas un processus pacifique.

Bien sûr, en fin de compte, nous n'avons pas la force d'empêcher la destruction du PT. Mais outre le fait que nous ne sommes pas un facteur neutre dans le

dénouement que nous ne connaissons pas à l'avance, le problème est surtout de construire la section dans cette bataille pour la défense des organisations, construire la IV^e Internationale (sur la ligne de la « transition », qui intègre la défense du PT).

Le terrain est là. Les camarades ont été informés de l'impact du Manifeste des syndicalistes de la CUT au congrès du PT, en juin – il n'y avait pas la formule « *Dehors Levy* », mais l'assemblée plénière l'a « reconnue » et l'a exprimée à travers le cri de la moitié de la masse de délégués. Ensuite, en octobre, ce drapeau a fait son chemin dans le congrès de la CUT, en se propageant. Jusqu'à atteindre quelques semaines plus tard le chœur unanime de la rencontre de syndicalistes du PT comme annonciateur de la chute en décembre.

C'est sur ce terrain que nous avons la responsabilité comme section de faire ce que personne ne fera à notre place. Intervenir de façon décidée, en accord avec une couche de militants, de cadres et de syndicalistes, pour le succès de la Rencontre nationale de dialogue et d'action pétiste (ENDAP) en mars. Le DAP est un regroupement de lutte pour le parti ouvrier indépendant, que nous voulons structurer dans des « groupes de base » avec la devise « *Agir comme le PT agissait* », avec lequel nous discutons d'une plate-forme de revendications correspondant à la situation.

En ce moment, c'est l'instrument qui correspond à une politique de construction de la IV^e Internationale, c'est à travers lui que nous voulons répondre au défi lancé il y a un an par le secrétariat international de passer en revue nos organisations pour nous lancer dans des secteurs décisifs de la classe ouvrière organisée, au moment où la survie du capitalisme entraîne le monde dans la guerre sous le prétexte d'une « guerre contre le terrorisme ».

LE TEMPS EST COMPTÉ

Oui, pour nous aussi le temps est compté, même si pour l'instant cela ne prend pas la forme de la « guerre contre le terrorisme ». Comme dans d'autres continents, il y a des législations « anti-terroristes » présentées même par des gouvernements dits « progressistes » en Argentine, en Equateur et au Brésil, par exemple, et les mesures sociales et économiques annoncées ne pourraient mener qu'à la désagrégation sociale.

Au Mexique, en particulier, un type de situation de guerre existe, « guerre contre le narcotrafic », en l'occurrence, avec le même objectif pour terroriser et fragmenter la résistance contre l'exploitation effrénée.

Au Venezuela, un autre type de conflit se profile : le sabotage impérialiste pour récupérer le contrôle et détruire les conquêtes sociales – comme la législation du travail (LOTT) – après que ses agents ont obtenu une majorité à l'Assemblée nationale peut amener à différents scénarios d'explosion, s'il n'y a pas une réaction rapide au niveau du gouvernement. Cela peut passer par des conflits aux frontières fabriqués par l'impérialisme, jusqu'à une « guerre civile » interne pour une dispute directe du pouvoir.

Et encore Haïti, où l'insistance de l'impérialisme (Core Group – groupe de pays « amis » dirigés par les Etats-Unis, la France, etc., où le Brésil participe) pour mettre en œuvre une élection truquée et finalement boycottée par la majorité des candidats a créé un dangereux vide – depuis dimanche, le mandat est venu à son terme et il n'y a pas de président – où des confrontations pourraient évoluer vers une guerre où la Minustah (mission de l'ONU) serait appelée à imposer un ordre dans le sang. Pour notre part, et en discutant avec les camarades du groupe trotskyste, nous aidons à formuler une sortie anti-impérialiste de paix, un gouvernement de transition soutenu par les forces vives de la nation, « une

solution haïtienne pour Haïti », avec la tâche d'assurer les services publics et de remettre le pouvoir à une Constituante souveraine élue dans un délai de 60 jours, sans financement ni ingérence externes (Organisation des États américains [OEA], Core Group...).

Pour conclure, ce rapport n'avait pas la prétention de rendre compte de l'ensemble des pays opprimés ni même de ceux du continent américain, mais visait à élargir le débat et à le développer par la suite.

Dans le cas des Amériques, nous avons devant nous à présent la préparation d'une école de cadres continentale cette année, ce qui n'est pas un mini-congrès régional, mais une activité de formation pour aider au développement des directions des

sections. Et jusque-là, nous allons continuer la discussion des initiatives, éventuellement spécifiques du continent, qui se présenteront dans la nouvelle situation qui n'est pas celle des années 1980 et 1990. Car elle est marquée par la contradiction qui traverse différentes forces politiques soumises à l'offensive impérialiste, pour nombre d'entre elles dans les gouvernements qui se heurtent aux droits et conquêtes que les masses ont obtenus dans les dernières années.

C'est là que se situe le terrain privilégié de regroupement des travailleurs et des jeunes, de militants syndicaux en premier lieu, pour la construction de la IV^e Internationale.

João Alfredo Luna



Couverture de l'édition du *Programme de transition* d'avril 2013, avec une préface de Pierre Lambert (avril 1989) et une annexe de documents sur la discussion préparatoire à sa rédaction entre Léon Trotsky et des camarades de la section américaine (1938). Disponible à la SELIO - Prix : 5€.

“La situation de la IV^e Internationale”

Rapport introductif de Marc Gauquelin

Camarades,

La section française, qui accueille ce IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, concluait hier dans cette même salle son 51^e Congrès. Vous me permettrez d'en dire deux mots avant de commencer nos travaux.

Je crois que l'on peut affirmer que ce congrès, tant par sa composition que par la qualité de la discussion qui s'y est menée, occupe une place qui n'a pas d'équivalent aujourd'hui en France, ni même à l'échelle européenne. Ce congrès a été, à la fois, une assemblée de militants et de cadres insérés depuis des années dans la lutte des classes et exerçant, de ce fait, des responsabilités de direction au sein des principales organisations de classe de ce pays, et il a été le congrès d'une véritable section de la IV^e Internationale.

100 délégués, 50 invités, 65 intervenants qui se sont attachés, sur la base d'une appréciation commune du tournant de la situation mondiale et de sa refraction en Europe et en France, à enrichir et développer la ligne stratégique de leur intervention, et à préciser les objectifs que cette situation appelle de la part d'une section de la IV^e Internationale.

Le calme, la responsabilité et la confiance, confortés par le sentiment d'avoir restauré les relations de loyauté à l'intérieur de l'organisation, ont marqué

ce congrès. Cet état d'esprit est le fruit de la bataille qui a mobilisé ces six derniers mois toutes les forces vives du CCI pour repousser, vaincre et expulser la clique liquidatrice qui tentait de faire renoncer notre section à sa stratégie de construction du parti révolutionnaire.

La résolution adoptée par la direction nationale du 31 octobre qualifiait clairement l'opération destructrice. Elle la reliait étroitement au tournant de la situation mondiale et à l'offensive déclenchée de la façon la plus brutale par l'impérialisme, en pleine crise de décomposition, pour détruire les organisations qui continuent – en dépit des attaques permanentes dont elles sont l'objet – à organiser et à vertébrer la classe ouvrière comme classe.

Cette résolution s'est attachée à ne jamais dissocier l'opération destructrice en cours de son fond politique. Elle s'est attachée à résumer ce qu'elle était : un des multiples instruments utilisés par l'impérialisme et ses agents pour faire sauter – avant les grandes turbulences qui s'annoncent – toute organisation politique s'avérant capable de rassembler une large avant-garde prête à s'engager dans la bataille pour aider sa classe à défendre l'indépendance de ses organisations.

S'agissant de la France, cette offensive se concentrait bien évidemment sur la tentative de faire exploser pour la faire

disparaître l'organisation qui s'est construite durant des décennies dans ce combat : l'organisation du courant « trotskyste-lambertiste », le CCI, section française de la IV^e Internationale.

Je crois que l'essentiel a été dit à ce sujet, je ne me permettrai donc qu'un très court complément. Les choses vont très vite. La nature ayant horreur du vide, l'orbite sur lequel s'est placée la clique liquidatrice se précise de jour en jour. Je me limiterai donc à renvoyer les délégués de ce IX^e Congrès mondial à la résolution adoptée hier par le 51^e Congrès du CCI :

« *Par touches successives – avons-nous écrit –, l'orbite sur laquelle se sont engagés les liquidateurs se précise. L'affirmation simultanée d'une politique de dénonciation (10 octobre, 26 janvier...) – résolution hostile à la préoccupation des marxistes, qui est d'agir sur les contradictions qui sont à l'œuvre au sein du mouvement ouvrier – et d'un engagement pour les pétitions en ligne (meeting du 26 septembre et meeting du 23 janvier), qui sont le mode d'existence privilégié de la société civile, s'adressant à Hollande-Valls pour les convaincre de renoncer à la "réforme" du Code du travail et à l'état d'urgence... (Une orientation qui) épouse les lignes de force tracées par l'impérialisme pour chercher à disloquer le mouvement ouvrier et la classe ouvrière organisée. En ce sens, il revient à la section française de la IV^e Internationale d'adopter une position claire : nous sommes face à une force organisée hostile à la classe ouvrière et à son combat émancipateur, une force qui n'a plus rien de commun avec ses anciens camarades, et qui a déjà pris ses marques auprès des ennemis du combat pour l'indépendance de classe des organisations, leur faisant miroiter la place qu'en tant que mercenaires, renégats au "lambertisme", ils postulent à occuper. »*

Je ne pense pas qu'il soit aujourd'hui utile d'en dire beaucoup plus sur le sujet. En interne, la page est tournée.

AU CENTRE DE NOTRE DISCUSSION

Je voudrais maintenant en venir à ce qui, selon moi, devrait être au centre de notre discussion dans ce IX^e Congrès mondial.

Les derniers développements de la situation, les derniers développements de la guerre, confirment malheureusement, et de façon saisissante, ce que nous avons écrit lors des secrétariats internationaux des 13 et 14 novembre 2014, et des 14 et 15 janvier 2015 (il y a tout juste un an).

Il sera bien évidemment utile dans nos publications, et tout particulièrement dans *La Vérité*, d'intégrer ces nouveaux développements dans l'analyse que nous faisons, en la complétant pour dégager ce qui caractérise spécifiquement la guerre qui se développe aujourd'hui sur tous les continents.

Une guerre, pour reprendre la formule utilisée par Trotsky à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, qui, « *si elle est la continuation de la première, n'en est pas la répétition* ».

Une guerre de décomposition politique de tout l'ordre impérialiste, et surtout une guerre dans laquelle se manifeste, avec plus de force que jamais, l'incapacité absolue, y compris de l'impérialisme le plus puissant (l'impérialisme américain), de rétablir sous son contrôle un semblant « d'ordre mondial ». Une guerre dans laquelle se manifeste l'incapacité de l'impérialisme à en maîtriser les développements sur le terrain. Incapacité qui est devenue le principal facteur de déstabilisation de toute la situation mondiale.

Mais si ce travail est absolument indispensable, il ne répond que très partiellement aux questions qui nous sont posées dans ce congrès.

En ouvrant les travaux de ce IX^e Congrès mondial, nous sommes devant un choix.

A quoi voulons-nous aboutir ? Et donc, de quelle manière et avec quelle méthode nous proposons-nous d'aborder, pour

commencer à les résoudre, les questions politiques brûlantes auxquelles la IV^e Internationale et ses sections se trouvent brusquement confrontées par ce nouveau tournant de la situation mondiale ?

Quels objectifs sommes-nous capables de nous fixer, en relation avec une appréciation précise des forces que nous organisons au sein de la classe ouvrière dans nos pays respectifs, ou bien au sein des organisations de masse qui mobilisent, notamment dans les pays dominés, de larges couches de la population opprimée ?

Ce sont ces questions qui nous sont posées, et – me semble-t-il – pas la question de la rédaction d'un nouveau « manifeste » qui apporterait à un monde pris de convulsions les réponses d'une direction omnisciente.

RÉTABLIR LES CONDITIONS DE L'ÉLABORATION COLLECTIVE

Mais pour répondre sérieusement à ces questions, il nous faut commencer par rétablir les conditions de l'élaboration collective qu'appelait la résolution du secrétariat international des 13 et 14 novembre 2014.

Ouvrons cette discussion et attachons-nous à mettre sur pied le dispositif d'organisation qui permette de poursuivre en permanence cet échange. Un échange, à égalité, qui permettra de débattre jusqu'au bout des questions vitales que pose notre insertion dans les processus de crise tels qu'ils se développent réellement et non pas tels que nous les imaginons.

Bref, pour me résumer : ou bien nous nous contentons de brosser, doctement (citations choisies des textes sacrés à l'appui), jusque dans ses moindres détails le tableau des mécanismes qui ont conduit au « chaos » dans lequel l'impérialisme est en train de plonger l'humanité ; ou bien nous partons de ce que nous sommes, des forces que nous sommes capables de faire agir pour aider concrètement la

classe ouvrière à organiser sa résistance, préparer sa contre-offensive et, en ce sens, à agir véritablement comme le noyau de l'Internationale en construction.

Ou bien nous nous contentons de peaufiner un « manifeste » adressé au monde entier pour inviter tous ceux que notre géniale analyse séduira à se rassembler dans une conférence mondiale « contre la guerre et l'exploitation » ; ou bien nous sommes convaincus que la déflagration qui secoue le monde entier va provoquer dans un avenir proche des explosions révolutionnaires — du type de celles qui ont explosé en 2011 en Tunisie et en Egypte — en Amérique latine, en Europe, en Asanie ou en Asie... et alors nous estimons qu'il n'y a pas de tâche plus urgente pour un congrès de la IV^e Internationale que de se donner les moyens d'échanger, au fur et à mesure de ces développements, pour construire collectivement une ligne d'intervention qui permette aux militants de nos sections de s'immerger véritablement et de se construire dans le combat qui va se déchaîner au sein des organisations de classe en crise dans le cours des processus qui s'annoncent. Et ce, en s'appuyant sur les leçons de l'expérience de nos camarades brésiliens, algériens, français et espagnols..., qui ont franchi un pas non négligeable dans cette direction.

Cette alternative nous ramène à la question posée par le secrétariat international des 13 et 14 novembre 2014. Elle nous ramène à la question de l'examen sans concession (et dégagé de tout esprit de routine) des positions occupées par chacune de nos sections dans la vie politique du mouvement ouvrier de leurs pays, à la question de l'expérience qui a été la leur et des leçons qu'ils en ont tirées pour les soumettre, via le renforcement des instances de la IV^e Internationale, à la réflexion et à la discussion des camarades des autres pays et des autres continents.

C'est dans l'établissement de cet échange politique permanent, dans le développement de ce qui a été amorcé

avec le « bulletin de correspondance » du secrétariat international mis en place par le conseil général de la IV^e Internationale en mars 2015, que se concentre aujourd'hui le rôle historique de la IV^e Internationale. Ce qui exige de tourner le dos, sans la moindre hésitation, à la politique des « missi-dominici » chargés de délivrer la bonne parole des chefs « auto-proclamés », ainsi qu'à la politique des fiefs et des « zones réservées » qui ont pesé sur la vie de l'Internationale.

ÉCARTER LA ROUTINE

Ecarter toute tentation d'apporter une réponse routinière à la question posée par l'extension de la guerre, comme s'il suffisait à des marxistes de choisir parmi les diverses solutions fournies une fois pour toutes par ce qui se résumerait à un catalogue préétabli de conférences mondiales ou continentales ; écarter par exemple, comme je pense que nous devrions le faire, la convocation précipitée d'une « conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation » sur la base du vieux fichier de l'EIT et en ignorant les questions politiques et d'organisation que je viens de poser, et qui se concentrent dans le degré de représentativité des forces prêtes à y participer.

Faire ce choix ne constitue aucunement la remise en cause de ce que nous avons fait en 1991 en convoquant la Conférence mondiale ouverte de Barcelone, et à plus forte raison en 1993 en reproclamant la IV^e Internationale, deux dates qui font partie intégrante de notre patrimoine politique.

En 1991, nous nous trouvions face aux tout premiers symptômes de la nouvelle situation qui s'est développée depuis et qui entraîne aujourd'hui l'extension de la guerre à toute la planète. L'URSS, minée et détruite par la politique de la bureaucratie stalinienne alliée à l'impérialisme, était engagée dans un processus d'effondrement. Les Etats-Unis se pressaient d'annoncer au monde qu'ils étaient

désormais le seul garant de l'ordre mondial et déclenchaient, pour se faire comprendre, la première guerre du Golfe, plongeant tout le Moyen-Orient dans un processus qui l'a conduit au chaos actuel.

Il était parfaitement justifié – au moment où la chute de l'URSS laissait entrevoir l'éclatement d'une crise majeure au sein des principales organisations du mouvement ouvrier international comme au sein des grandes organisations anti-impérialistes satellites de l'URSS – de se fixer l'objectif de rassembler largement des représentants de tous les courants dégagés par cette crise.

Il était parfaitement justifié de mettre à profit les contacts noués avec des embryons de regroupements militants en voie de constitution au sein même de l'ex-URSS pour les lier à des militants et responsables ouvriers venus de tous les continents dans une « conférence mondiale ouverte ». Il était parfaitement justifié de fonder l'EIT.

Il était parfaitement justifié de « compléter » cette initiative, conformément à la stratégie de la transition qui est la nôtre, en affirmant la IV^e Internationale et en la reproclamant dans la conférence de 1993.

Relisez les textes produits en 1993, il n'y a pas une virgule à en changer.

Oui, nous étions légitimement fondés, au terme de toute une bataille contre le révisionnisme pabliste, qui nous avait permis de renouer des relations politiques avec des militants et des groupes se réclamant à l'échelle mondiale de la IV^e Internationale, à reproclamer la IV^e Internationale.

Mais est-ce faire offense à ce que nous avons réalisé (et auquel nombre d'entre vous ont activement participé) que de poser simplement la question de ce qui s'est passé ces vingt-cinq dernières années ?

Est-ce faire offense à ce que nous avons réalisé que de poser la question de ce que sont devenues ces relations et de poser la question de leur positionnement politique dans la nouvelle situation ?

Qu'on se comprenne bien, lorsqu'il s'est agi d'échecs, ce n'est pas un jugement de valeur sur les initiatives que nous avons prises et les espoirs que nous avons fondés sur tel ou tel.

La lutte des classes est impitoyable et laisse sur le bord du chemin toute une série de militants et de groupes sur lesquels on pouvait légitimement fonder ces espoirs. Je le répète, tout ce que nous avons fait était totalement justifié !

Mais en quoi poser ces questions, serait – comme la clique liquidatrice nous en accuse – une rupture avec la proclamation de 1993 ? J'ai au contraire la conviction que, de notre part, cet examen est le seul moyen de rester fidèles à ce que nous avons entrepris en reproclamant la IV^e Internationale !

Ce n'est pas une question abstraite. Aller jusqu'au bout de la rupture avec toute conception autoproclamatoire de la politique révolutionnaire soulève les questions politiques les plus fondamentales.

En effet, s'il n'est pas question pour nous d'écarter, a priori, toute idée de « conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation », si l'on veut se poser la question sérieusement, alors, il faut répondre à cette autre question : sur quelle force réellement engagées dans cette bataille serions-nous immédiatement en mesure d'appuyer sa convocation et quelles forces significatives serions-nous en mesure d'y faire participer ?

Car nous ne sommes plus en 1991, la guerre est là ! Et pour un certain nombre de délégués à ce congrès, ils militent dans des pays en guerre !

Poser autrement la question relèverait d'une politique de « bons sentiments » ou bien... du renoncement pur et simple à organiser autre chose qu'une rencontre entre amis et gens de bonne compagnie.

Soyons clair : aujourd'hui, pour les militants pour lesquels la formule de Liebknecht « *l'ennemi est dans notre propre pays* » conserve un sens, c'est aux

Etats-Unis qu'une véritable « conférence contre la guerre » devrait pouvoir être convoquée. Car ce sont les Etats-Unis qui sont les chefs d'orchestre de cette extension de la guerre.

Mais y existe-t-il une force sérieuse capable de soutenir une telle conférence ?

N'écartons pas la question de la Grande-Bretagne et de la France, principaux pays impérialistes engagés, aux côtés des Etats-Unis, dans la guerre d'extermination qui ravage le Moyen Orient.

Dans quelles conditions une telle conférence pourrait-elle s'y tenir et prendre tout son sens ?

“LUTTE CONTRE LA GUERRE” ET “PACIFISME”

Je le répète, la guerre est là ! Pour les marxistes qui (depuis 1915) ne confondent pas « lutte contre la guerre » et « pacifisme », le combat contre la guerre impérialiste est un combat pour aider la classe ouvrière à abattre les gouvernements impérialistes engagés dans cette guerre. C'est un combat pour aider la classe ouvrière à réaliser, par les moyens de la lutte des classes, les conditions politiques de cet affrontement. Cette manière de prendre le problème nous ramène donc aux questions que je posais au début de mon rapport.

Est-on en mesure, immédiatement, de réaliser les conditions de la convocation d'une conférence réunissant des représentants d'organisations ou de segments d'organisations engagées dans une telle bataille ? Je ne parle ni des Etats-Unis ni de la Grande-Bretagne, qui, pour les raisons que vous connaissez, sont très loin d'offrir cette possibilité. Je parle de la France...

Je ne pense pas que, dans l'immédiat, les conditions politiques soient réalisées pour prendre l'initiative d'une conférence qui corresponde à ce que le véritable combat contre le déchaînement de la guerre impérialiste exige.

La France vit sous l'état d'urgence. Certes, il s'agit d'un état d'urgence d'un type particulier, l'état d'urgence d'un gouvernement qui ne peut se permettre d'interdire les manifestations appelées par les organisations syndicales, comme cela vient de se produire à propos de la fonction publique.

Sans mépriser le combat des démocrates et les protestations de personnalités contre l'état d'urgence, il est évident que c'est à la classe ouvrière, dans le cadre de son affrontement avec ce gouvernement qui a décidé de dynamiter le Code du travail pour s'attaquer au socle de toutes ses conquêtes sociales, qu'il revient d'arracher la levée de l'état d'urgence. Comme c'est à la classe ouvrière qu'il revient d'arracher le retrait de la France de la coalition guerrière conduite par les Etats-Unis.

Les conditions de cet affrontement mûrissent en France, donc, en rapport avec ce développement, les conditions du rassemblement de forces internationalistes véritablement engagées dans la bataille contre la guerre impérialiste peuvent brusquement se réaliser. Mais nous n'en sommes pas encore là !

On peut le regretter, mais au nom de quels « principes », au nom de quels schémas abstraits – à moins que ce soit tout simplement au nom de la routine – devrions-nous brûler les étapes ? Au nom de quoi devrions-nous prendre le risque de détourner nos forces du combat dans lequel nous sommes pleinement engagés pour aider la classe à forcer le fragile barrage qui lui est opposé ?

Dire cela signifie-t-il que nous devrions écarter (ou reporter aux calendes grecques) l'idée d'une telle initiative ? Cela signifie-t-il que les relations nouées au cours de ces années dans le cadre de l'EIT seraient devenues caduques ? Absolument pas.

La combinaison d'un approfondissement de la crise gouvernementale avec un accident provoqué par l'engagement toujours plus grand de la France

dans la guerre peut brutalement accélérer (et plus tôt qu'on ne le pense) l'affrontement qui mûrit entre la classe ouvrière, les masses exploitées et ce gouvernement.

Il faut nous préparer à saisir une telle situation, à la fois sur le plan direct de la lutte des classes et sur celui du regroupement de forces politiques se détachant, sous la pression des événements, des organisations traditionnelles. Il faut nous préparer à réaliser les conditions politiques qui nous permettront de gagner, lorsque surgira une combinaison de ce type, une participation significative de ces forces à une véritable conférence de combattants internationalistes.

AU CŒUR DE LA DISCUSSION

Nous sommes au cœur de la discussion de ce congrès. Débarrassons-nous complètement des freins qui cherchaient à nous interdire de telles discussions, et donc, concentrons notre réflexion sur la mise en place d'un système d'organisation qui nous permette de poursuivre les discussions que nous allons engager durant ces deux jours.

Une discussion et une élaboration qui doivent nous donner les moyens de réagir à tous les changements brutaux de situation dans les pays et sur les continents qui sont représentés dans ce congrès : en Europe comme en Amérique latine, en Afrique du Nord ou en Azanie.

Je sais, pour avoir discuté avec un certain nombre de délégués, que ces camarades nous indiqueront les réflexions qu'ils ont eues à propos de projets d'initiatives continentales ou nationales.

Qu'il s'agisse de la possibilité d'organiser, par exemple en Europe, une conférence qui soit axée sur la dénonciation de la façon dont le drame des réfugiés – qui concentre tous les processus d'implosion de l'UE – est honteusement instrumentalisé par l'impérialisme pour s'attaquer à toutes les conquêtes de la classe ouvrière sur tout le continent ; une conférence qui

se fixerait de regrouper des forces réellement engagées dans la bataille pour opposer à chacun des gouvernements nationaux les mots d'ordre et les initiatives correspondant à la politique de l'internationalisme ouvrier authentique.

Ou bien qu'il s'agisse d'un projet de conférence en Amérique latine, au moment où la pression de l'impérialisme prépare les conditions d'une explosion continentale.

Ou bien de la réplique à préparer contre l'intervention militaire directe qui se prépare en Libye et qui achèverait de déstabiliser toute l'Afrique du Nord.

Autant de discussions légitimes et indispensables que je propose d'ouvrir dans ce congrès, dans le cadre des réflexions que je me suis permis de livrer à propos des conditions politiques de la convocation immédiate d'une véritable conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation. Réflexions qui ont été nourries par les discussions que nous avons poursuivies et resserrées depuis le secrétariat international de novembre 2014, et qui rétablissent le lien avec la méthode qui a présidé à la re proclamation de la IV^e Internationale.

NOS AMBITIONS

Pour conclure cette entrée en matière, j'essaierai de répondre à la question : qui sommes-nous et quelles sont nos ambitions ?

Je crois qu'il est clair pour tous les camarades ici que la pire des choses serait de se prendre pour ce que nous ne sommes pas : une Internationale constituée.

Cette conception est étrangère au monde réel, elle est étrangère à la complexité des processus engendrés par la décomposition du système de domination impérialiste et surtout étrangère à la manière – pour reprendre la formule de Trotsky – dont la « *profonde aspiration organique et indéfinie des masses à*

s'arracher au chaos sanglant du capitalisme » se manifeste et cherche à dégager concrètement, pas après pas, les voies d'une issue.

C'est cette conception de direction établie (autoproclamée) qui est à l'origine du fonctionnement de « petit appareil international » qui a eu tendance à s'installer et à étouffer progressivement la discussion entre nous.

Mais si nous ne sommes pas l'Internationale, au sens zinovéviste du terme, le « noyau » réuni aujourd'hui dans ce congrès rassemble toute l'expérience de la IV^e Internationale.

Il incarne la capacité que nous avons eue, avec les sections brésilienne, algérienne, française et espagnole..., de commencer à matérialiser dans la réalité concrète de leurs pays la stratégie de la transition à laquelle est attaché le nom de Pierre Lambert. Et à ouvrir cette voie aux autres sections et groupes rattachés à l'Internationale.

En ce sens, nous sommes la IV^e Internationale, re proclamée en 1993 !

Nous sommes face à une « déflagration » dans laquelle la crise politique qui déchire les sommets de l'impérialisme américain se révèle dans toute son ampleur destructrice. Une « déflagration » qui frappe simultanément tous les continents, tous les pays, Amérique latine, Europe, Maghreb, Afrique, Asie...

De gigantesques explosions révolutionnaires se préparent sur tous les continents, posant de façon plus aiguë et terrible que jamais la question de l'existence de parti révolutionnaire capable d'aider la classe ouvrière à prendre le pouvoir. L'existence de partis révolutionnaires, pas celle de sectes propagandistes coupées du monde réel. L'existence – donc la construction – d'organisations capables de s'insérer dans les processus de résistance de la classe pour peser sur les développements politiques qui vont bouleverser chacun des pays où nous existons.

D'où partons-nous ? Qu'avons-nous appris ? Jusqu'où sommes-nous capables de généraliser cette expérience ?

Où sont réparties nos forces ? Comment décidons-nous de les disposer ?

C'est à partir de là, me semble-t-il, qu'il nous faut aborder ce congrès. C'est la raison pour laquelle je ne pense pas que l'idée de sortir un « manifeste » soit adaptée. En revanche, il me semble préférable de rédiger une déclaration résumant, en termes simples et populaires, notre appréciation fondamentale du « tournant » de la situation mondiale, débouchant sur une invitation à s'associer

à la IV^e Internationale pour s'immerger dans la classe et ses organisations, afin de l'aider à organiser une résistance qui prépare la contre-offensive qui disputera le pouvoir au capital financier.

Une bataille à laquelle nous invitons le militant auquel nous nous adressons à s'associer et, pour cela, à rejoindre nos rangs.

Voilà, camarades, les pistes que je voulais ouvrir pour introduire cette discussion.

Marc Gauquelin

Assemblée-débat de compte rendu du IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale (10 février 2016),

organisée par la section française de la IV^e Internationale
(courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant)

Nous publions le compte rendu de l'assemblée-débat qui s'est tenue le mercredi 10 février à 18 h 30, dès la clôture des travaux du IX^e Congrès mondial, avec des délégués de plusieurs pays (1). Cette réunion organisée par la section française de la IV^e Internationale avec plus de 300 participants a été un succès. *La Vérité* a décidé d'en publier d'importants extraits dans le cadre de ce numéro rendant compte des travaux du congrès mondial.

Présentation de Andreu Camps

Tout d'abord, au nom du secrétariat international élu au IX^e Congrès de la IV^e Internationale, je vous remercie d'être venus ce soir aussi nombreux.

Comme vous le savez, ce IX^e Congrès vient de se tenir. Ce fut un congrès victorieux. Nous avons surmonté et dépassé la crise liquidatrice qui a menacé la IV^e Internationale. C'est notre politique qui était en cause, notre implantation dans le mouvement ouvrier. La politique de front unique ouvrier, le centralisme démocratique, la place de notre journal, les sections de la IV^e Internationale, la politique que nous menons dans les pays dominés... c'est tout cela qui a été menacé ! Mais tout cela est resté debout et restera debout !

Les décisions que nous avons prises lors de ce congrès expriment que ce congrès n'est pas seulement un congrès de résistance, mais un congrès pour aller de l'avant.

J'ai le plaisir de vous présenter la tribune : le camarade Lybon Mabasa, membre du secrétariat international et responsable de la section azanienne ; le camarade Alberto Salcedo, responsable de la section vénézuélienne ; le camarade Julio Tura, membre de la direction de la section brésilienne, le camarade Lucien Gauthier, membre de la direction de la section française, le camarade Mohamed, membre de la direction de la section tunisienne, et moi-même, membre de la direction de la section espagnole.

(1) *La Lettre de La Vérité* (publication du courant communiste internationaliste du POI) a publié le compte rendu de cette assemblée-débat du 10 février 2016 dans ses numéros 798 (18 février 2016) et 799 (22 février 2016).

Lybon Mabasa

(Azanie)

Bonsoir chers camarades. Je ne parlerai pas longuement. Je suis fier d'être aux côtés de mes camarades de la tribune pour vous faire part, au nom de mes camarades congressistes, des travaux de ce IX^e Congrès.

Pour commencer, laissez-moi vous répéter l'histoire que mon professeur m'avait racontée à la fin de mes études secondaires. C'est l'histoire d'un professeur d'université qui voyage sur un petit bateau. Pour montrer sa grande érudition, il demande au pauvre ouvrier qui l'accompagne : « *Connais-tu la psychologie ?* » L'ouvrier lui répond non. « *Eh bien, un quart de ta vie est déjà passée. Connais-tu la philosophie ?* » « *Non !* » « *Eh bien, dit le professeur, la moitié de ta vie est passée. Et l'anthropologie, tu sais ce que c'est ?* » « *Mais de quoi parles-tu ?* » Le professeur lui dit : « *Trois quarts de ta vie viennent de passer.* » Et au moment où il disait cela, quelque chose heurta le bateau. Le professeur panique, l'ouvrier le remarque. Il pose alors une question simple au professeur : « *Connais-tu la natatiologie ? Non ? Alors, le reste de ta vie va t'échapper.* » Si je vous dis cela, c'est qu'effectivement, avoir beaucoup de connaissances, c'est un bon point, mais posséder le concret et le pratique, c'est encore mieux.

Nous sortons d'un congrès très important où nous n'avons pas perdu notre temps en polémiques et grands discours, mais où nous nous sommes attachés à discuter de nos moyens pour avancer. Certes, nous n'avons pas débattu de psychologie, de philosophie ou d'anthropologie, mais nous avons cherché, dans le cadre de la natatiologie, les moyens de contrer l'offensive impérialiste !

Les attaques portées contre la section française ont eu des répercussions importantes dans toutes les sections de la IV^e In-

ternationale. Il aurait été facile de nous engouffrer dans des débats sans fin sur les grandes questions, et ainsi de passer à côté de ce qui, pour nous, était nécessaire pour nous permettre d'avancer. Je peux vous assurer que précisément ce qu'il était nécessaire de discuter dans un congrès de la IV^e Internationale l'a été. Nous n'avons pas prétendu que cela serait aisé. Nous n'avons pas considéré que les questions posées à la section française et aux autres sections étaient simples à résoudre, mais nous avons décidé de nous battre !

La situation en Afrique du Sud – que nous préférons appeler Azanie – s'est développée dans un temps que nous, les trotskystes, avions prévu.

C'est-à-dire qu'en 1994, avec l'euphorie autour de Mandela, le peuple avait l'espoir qu'enfin la question de la majorité noire allait être réglée. Et que donc, la question du pouvoir de la majorité noire allait être résolue. Mais ça n'est pas arrivé.

Pour ce qui est de la jeunesse, plus de 80 % est au chômage aujourd'hui ; pour ce qui concerne les travailleurs, c'est 60 % de la population active qui est au chômage, et pour la majorité, ce sont des travailleurs noirs. Et y compris la question de la terre n'a pas été résolue, et aujourd'hui, 80 % de la terre appartient pour 70 % à des familles blanches et des institutions. Et à la Bourse de Johannesburg, il y a seulement 3 % des entreprises qui représentent le prétendu « capital noir ». Aujourd'hui, les conditions de vie des Noirs sont quasiment pires qu'au moment du régime de l'apartheid. Donc, pour répondre à la question, la mobilisation de la population noire, et notamment des travailleurs noirs, s'intensifie parce que leurs conditions de vie se sont détériorées.

Pour conclure, je peux vous dire : soyez certains que votre parti et la IV^e Internationale sont en bonne santé ! Le drapeau de la IV^e Internationale continue d'être celui qui rassemble les travailleurs, celui de l'unité de la classe ouvrière et de ses combats !

Julio Turra

(Brésil)

Je salue mes chers camarades de la section française de la IV^e Internationale au nom des camarades de la section brésilienne. Oui, les camarades l'ont déjà dit, nous venons de tenir un congrès important, je dirais même un congrès historique du point de vue que nous avons repoussé une offensive liquidatrice qui cherchait à détruire la section française et la IV^e Internationale. Et nous l'avons fait parce que nous avons combattu pendant des décennies pour surmonter la situation de l'époque de Trotsky — et Pierre Lambert le disait toujours dans les discussions internationales —, pour surmonter la situation où nous étions des « *exilés dans notre propre classe* ». C'est cela, la force qui a empêché l'offensive liquidatrice, qui aujourd'hui est pour nous du passé. Il faut regarder le futur. Il faut envisager les tâches de construction de la IV^e Internationale dans les organisations du mouvement ouvrier pour faire face à l'offensive destructrice de l'impérialisme. Mais la condition fondamentale pour repousser ce centre liquidateur qui est né parmi nous a été, je le répète, notre immersion dans la lutte des classes, le fait que nous nous comportons comme une partie composante du mouvement ouvrier dans chaque pays et au niveau international.

Dans mon pays, le Brésil, vous le savez, la dernière année 2015 a été une année de crise permanente. Une crise à tous les niveaux : crise économique, politique, crise sociale. Et l'année 2014 s'était achevée par un nouveau mandat — un quatrième mandat successif — confié à un candidat du PT à la présidence de la République. Il y a eu deux mandats de Lula, puis un premier mandat de Dilma Rousseff, et, en octobre 2014, Dilma gagnait de justesse devant la droite le quatrième mandat du PT. Mais, vous le savez également, le Parti des travailleurs

n'est pas la septième merveille du monde ! Au contraire, il est traversé par des contradictions. La contradiction fondamentale, c'est que sa base reste une base ouvrière même si les sommets sont de plus en plus alignés sur les secteurs de la bourgeoisie et ont capitulé plusieurs fois face aux pressions de l'impérialisme.

La situation dans mon pays, c'est qu'en janvier 2015, avec la nouvelle arrivée au pouvoir de Dilma, tous les espoirs que sa victoire électorale avaient nourris dans la classe ouvrière et les masses populaires se sont heurtés aux premières mesures du gouvernement que les masses ont élu, qui tente d'appliquer un plan d'ajustement qui n'a rien à envier aux plans d'ajustement appliqués en Grèce, en Espagne, au Portugal... et même en France.

Alors ces espoirs, après la victoire électorale, se sont heurtés à la réalité de la politique du gouvernement, qui s'attaque à sa propre base électorale. Et, bien sûr, la droite profite de cette situation pour entamer une offensive majeure contre le PT, contre le gouvernement, découvrant des fautes et des malversations que le gouvernement a faites, pour obtenir l'*impeachment*, comme on dit là-bas à l'anglaise, c'est-à-dire tenter d'interrompre le mandat de Dilma. Et à ce moment-là, le PT a été paralysé. Mais la Centrale unique des travailleurs, la CUT, qui est dirigée par le même courant politique qui dirige le PT, mais est un vrai syndicat, avec la contribution de la section brésilienne de la IV^e Internationale, avec la contribution des trotskystes, a été l'axe de la résistance du mouvement ouvrier et populaire contre la tentative de coup d'Etat que la droite pro-impérialiste voulait opérer au Brésil.

Ça n'a pas été facile, ça a même été très difficile, mais nos camarades brésiliens, dans le même processus de combat contre la droite, ont joué un rôle fondamental pour que la CUT, dans le même temps qu'elle disait « *Bas les pattes devant le mandat populaire donné au gouvernement du PT !* », exige le changement de politique du

gouvernement, car celui-ci s'attaquait aux droits ouvriers et aux droits sociaux...

Après un an de combat incessant, la droite mettait des milliers de gens dans les rues et nous, la CUT, le Mouvement des Sans-terres, l'Union nationale des étudiants, nous faisons des manifestations avec des centaines de milliers pour arrêter les coups de la droite et pour exiger en même temps le changement de la politique du gouvernement. Nous arrivions ainsi à une situation où Dilma est restée présidente du Brésil grâce aux manifestations organisées par la CUT avec les autres composantes de la lutte du peuple brésilien.

Et finalement, le gouvernement s'est décidé à mettre dehors le ministre de l'Economie, qui était le principal représentant de la politique de l'impérialisme au sein du gouvernement Dilma.

L'année 2016 commence donc avec une situation où le nouveau ministre des Finances semble appliquer la même politique que son prédécesseur. Mais il va trouver devant lui une forte mobilisation des masses, avec la CUT à sa tête, qui a provoqué même une prise de distance du PT en tant que parti vis-à-vis de la politique gouvernementale. Et même le PT, qui était un moment paralysé au début, commence à prendre ses distances et à exiger du gouvernement un changement de politique.

Tout cela a été très important. Mais pour le centre liquidateur, pour ces « camarades » qui cherchent à provoquer des troubles, à diviser nos rangs, l'activité politique de la section brésilienne de la IV^e Internationale, c'était tout simplement une capitulation devant la politique du gouvernement Dilma.

Au contraire de la réalité où nous avons mis toutes nos forces pour regrouper le mouvement ouvrier, le mouvement populaire, pour arrêter les coups de la droite et en même temps pour changer la politique du gouvernement, pour ces « camarades-là », Julio Turra, je suis un

traître ! Je suis un capitulard ! J'ai passé des accords avec la bureaucratie corrompue de la CUT pour éviter les questions principales... Il aurait fallu dénoncer tout le monde ! Il aurait fallu avancer des positions pour nous séparer du mouvement d'ensemble de la classe, qui cherchait un point d'appui pour résister à l'offensive de la droite et pour réaligner le gouvernement sur la base de ses propres revendications.

Et ce n'est pas une attaque personnelle contre moi. C'est en réalité très révélateur de ce qu'est la politique de ce groupe liquidateur de la IV^e Internationale. Il dénonce non seulement Julio au Brésil, mais aussi les camarades en France qui ont des positions dans le mouvement syndical ; il accuse le PT algérien en disant que sa direction capitule devant Bouteflika. Ils ne voient pas, ils ne veulent pas voir, que c'est l'offensive de l'impérialisme pour détruire les nations, pour détruire la souveraineté des peuples et pour détruire les conquêtes du mouvement ouvrier qui est en cause, qu'on ne peut pas construire la IV^e Internationale en dehors de la lutte du peuple travailleur pour sa propre survie. C'est en cela que ce groupe révèle son caractère parasitaire : par sa propension à faire d'énormes discours, des constructions intellectuelles, à vouloir tout expliquer... sauf faire ce pour quoi la IV^e Internationale a été fondée : aider la classe ouvrière à résister à l'offensive de l'impérialisme, aider la classe ouvrière à préserver l'indépendance de ses organisations. Bien sûr, dans aucun pays du monde, la IV^e Internationale n'est à la tête de grosses organisations de masse, mais nous sommes reconnus, en France comme au Brésil, comme au Maghreb, en Espagne et ailleurs, et nous avons l'objectif d'être reconnus dans tous les pays où existent des groupes et des sections de la IV^e Internationale, comme partie composante du mouvement ouvrier. « *Nous n'avons pas, comme disait Marx, d'intérêts distincts de la classe ouvrière.* » Nous sommes côte à côte avec nos camarades de classe, pour combattre l'ennemi, et l'ennemi, c'est la

bourgeoisie, c'est l'impérialisme ! C'est pour cela que l'on utilise le front unique anti-impérialiste dans des pays comme le Brésil. C'est pour cela que l'on utilise le front unique ouvrier, et on ne fait pas le FUIO avec des gens qui pensent comme nous, au contraire, sinon il faudrait simplement recruter tout le monde à la IV^e Internationale ! Le FUIO, on le fait avec les dirigeants tels qu'ils sont, pour garder l'unité de la classe ouvrière dans le combat ! Et c'est cette contribution que nous avons donnée au Brésil, même si nous ne sommes pas la direction de la CUT. Mais nous sommes reconnus comme composante du mouvement ouvrier et notre politique pèse sur l'orientation de la principale centrale syndicale du Brésil et l'une des plus fortes du monde.

Je crois camarades, que ce congrès, le IX^e Congrès mondial, comme je le disais au début, est très important historiquement, parce qu'il a réaffirmé les bases politiques avec lesquelles nous avons proclamé la IV^e Internationale en 1993. Ce que disait le camarade Lambert : « *Nous ne sommes plus des exilés dans notre propre classe !* » Il faut que nous nous enracinons toujours plus dans la classe ouvrière et dans ses organisations, car c'est la seule façon pour stopper l'offensive destructrice de l'impérialisme et pour préparer la contre-offensive de la classe ouvrière pour battre nos ennemis et construire la IV^e Internationale.

Vive la IV^e Internationale !

Lucien Gauthier (secrétariat international)

Vous avez entendu un camarade du Venezuela, un camarade d'Afrique du Sud, un camarade de Tunisie, un camarade du Brésil, chacun, avec ses particularités, a parlé le même langage, le langage qui est celui de la IV^e Internationale. Non pas celui du blabla, des discours et des communiqués, le langage de ceux qui cherchent le dialogue, à s'ancrer dans la classe ouvrière, à se lier aux secteurs de la classe ouvrière pour construire le parti révolutionnaire.

Ce IX^e Congrès de la IV^e Internationale, camarades, a représenté un tournant. Non seulement, comme l'a dit Julio, nous avons défait, comme d'ailleurs lors du 51^e Congrès de la section française, l'offensive liquidatrice contre la IV^e Internationale, mais libéré de ce kyste parasite qui nous détournait des discussions politiques sérieuses, ce IX^e Congrès a permis de mettre en œuvre ce que nous avons décidé il y a un an : sortir de la routine et ouvrir la discussion entre nous librement, sur « *Comment faisons-nous pour construire et renforcer les sections de la IV^e Internationale ?* ». Vous avez entre les mains l'adresse qui a été adoptée par ce congrès. Elle va être diffusée dans tous les pays où il y a des groupes de la IV^e Internationale. Elle va être traduite, distribuée dans une action organisée, avec un objectif : recruter à la IV^e Internationale. Recruter dans tous les pays, recruter dans toutes les sections de la IV^e Internationale et, en France, recruter à la section française de la IV^e Internationale.

Camarades, dans ce congrès, nous avons répondu à une question : comment recruter à la IV^e Internationale ? En s'ancrant dans le mouvement ouvrier, au sein de la classe ouvrière et dans la jeunesse. Les secteurs dans lesquels nous pouvons recruter, ce sont les secteurs de la classe qui aujourd'hui, dans la situation

politique mondiale, cherche à résister à l'offensive de l'impérialisme. Nous sommes à la veille d'une nouvelle situation de basculement. Le camarade Mohamed parlait du risque de guerre dans la région du Maghreb. S'il y avait une guerre qui recommençait dans cette région, les conséquences en seraient immédiates ici, en France et en Europe. La guerre en Syrie a déjà commencé à se répandre en Europe avec des millions de réfugiés, avec le fait qu'il y a plus de Syriens réfugiés en Europe et au Moyen-Orient que de Syriens restant en Syrie. Un peuple est chassé, un peuple est écrasé, un peuple est opprimé, un peuple est massacré parce que les besoins de l'impérialisme sont ceux-là ! L'impérialisme, c'est la guerre, c'est la barbarie, l'impérialisme, c'est la destruction ! Alors l'issue pour l'humanité, elle est dans l'expropriation du capital, elle est dans l'expropriation des expropriateurs. Certes, on va dire que c'est une perspective lointaine... Cela, c'est l'histoire elle-même qui le tranchera. Ce combat sur la ligne de l'expropriation du capital dirige et organise le travail quotidien des militants révolutionnaires.

Parce que nous sommes pour l'expropriation du capital, nous sommes pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier. Nous sommes pour la défense des organisations de classe, parce qu'il y a des classes antagonistes dans la société. Parce que nous refusons l'union nationale, parce que nous refusons d'associer le mouvement ouvrier à la bourgeoisie, même « de gauche ».

Cette perspective politique de l'expropriation du capital conduit toute notre politique et explique pourquoi la IV^e Internationale propose à des militants d'origines diverses dans les différents pays de construire des partis. Parce que la classe ouvrière a besoin de partis pour s'émanciper. Parce que la question du pouvoir sera posée par la lutte des classes, parce que le problème de chasser les gouvernements impérialistes ou pro-impérialistes sera posé par la lutte de classe. Et pour cela, il faut un instrument, un

parti, et pour cela il faut une IV^e Internationale qui, à l'échelle mondiale, cherche à rassembler les militants de toutes tendances, qui entendent combattre ensemble pour fonder et construire des partis ouvriers.

C'est cela le résultat de ce IX^e Congrès de la IV^e Internationale. S'adresser à ces couches de militants et de travailleurs, se tourner vers eux pour combattre, et à partir de là, camarades, sous les formes propres à chaque pays, dans les conditions pratiques de la lutte des classes, aider à structurer cette force.

Camarades, quoi que nous ayons pu perdre dans cette offensive liquidatrice, jamais la IV^e Internationale n'a eu cette force, parce que la IV^e Internationale ces dix dernières années, non seulement en France, mais également dans tous les pays du monde et plus particulièrement au Brésil, au Maghreb, en Espagne et ailleurs, s'est renforcée dans le mouvement ouvrier, a pris de nouvelles positions, a tissé de nouveaux liens, elle a renforcé ses rangs dans la classe ouvrière, car nous sommes un parti de lutte de classe.

Nous sommes un parti qui doit s'immerger dans la classe ouvrière, parce que c'est notre classe. Vendredi 5 février, à Madrid, un meeting contre le procès fait aux 300 en Espagne s'est tenu. L'ensemble des représentations du mouvement ouvrier était là. Parce que c'est le produit du combat que nous menons depuis trois ans en Espagne, qui a permis que se réalise cette unité sur l'exigence de la relaxe. Ça ne s'est pas fait naturellement ! S'il n'y avait pas une section de la IV^e Internationale en Espagne qui a ces positions-là, ils ne le feraient pas...

C'est aussi la discussion que nous avons eue au 51^e Congrès de la section française. Nous sommes dans une situation où jamais aucun gouvernement de la V^e République n'a été aussi réactionnaire que le gouvernement Hollande. L'ensemble des mesures qu'il prend contre le Code du travail, contre les hôpitaux, contre la Sécurité sociale, contre l'école sont les mesures les

plus réactionnaires qui ont jamais été prises. Et en même temps, il utilise à plein les mécanismes de la V^e République et les pousse à leur paroxysme en introduisant l'état d'urgence dans la Constitution. Et en même temps, en agissant ainsi, un gouvernement qui est en crise, mais qui doit attaquer, provoque les conditions du choc qui se prépare parce que de l'autre côté, il y a ces travailleurs qui entendent résister, il y a ces paysans qui veulent bloquer le pays, il y a ces taxis qui bloquent Paris, et les travailleurs veulent bloquer le pays, mais « là-haut », on n'appelle pas au blocage du pays ! C'est ça, le problème auquel on est confronté ! Le 26 janvier, dans la fonction publique, les travailleurs savaient qu'ils n'allaient pas gagner sur le point d'indice. Ceux du privé qui sont venus savaient bien que ce n'était pas le point de départ de la grève générale, mais ils voulaient dire à ceux qui sont en haut : « *Nous, on est là ! On est prêts à y aller !* »

Eh bien, le combat que nous menons vise à aider et rassembler cette force, ces militants qui combattent au sein du mouvement ouvrier pour qu'on y aille. Mais en même temps, camarades, cela exige la clarté politique, parce qu'on ne peut pas se contenter de dire « *Allons-y* », le « *tous ensemble...* ». Non, il y a les obstacles, il y a les manœuvres. Il y a le fait que l'appareil d'Etat, Hollande, utilisent le terrorisme, l'état d'urgence, la peur de l'insécurité, les menaces de guerre pour essayer d'encadrer le mouvement ouvrier.

Il y a l'opération qui vise à faire monter d'un côté Le Pen, de l'autre côté le terrorisme, à disloquer les partis dans une opération « *Mieux vaut Hollande en 2017 qu'autre chose...* ». Il y a le dirigeant du PCF qui dit pis que pendre de Hollande... mais qui dit : « *Oui, la primaire, je ne sais pas, mais cela permettra au moins qu'il y ait un grand débat dans la gauche...* » Comme si un débat à gauche pouvait régler le problème, comme s'il s'agissait d'avoir un bon programme pour 2017 ! Pour attendre 2017, on veut enfermer le mouvement ouvrier, y compris au sein des

directions du mouvement ouvrier, dans cette opération.

Rien ne sortira de cette Assemblée nationale. Rien ne sortira de ces représentations politiques. Rien ne sortira des manœuvres de 2017. La lutte contre l'état d'urgence, la lutte contre la politique de ce gouvernement, c'est par les méthodes de la lutte de classe : il faut grouper, il faut organiser, parce qu'il ne va pas de soi que tout le monde a cette compréhension d'emblée.

Et le sens de la conférence sur la défense des conquêtes et des acquis de la classe ouvrière, que nous tiendrons à la fin du printemps de cette année, vise précisément à rassembler cette force, à la grouper, à l'organiser. Des militants d'origines diverses, mais qui se posent tous les questions : « *Ce n'est pas en 2017 que le problème se réglera... Ce n'est pas en soutenant Hollande que le problème se réglera... C'est par notre propre action. Oui, mais comment ? Quelle peut-être la forme de notre propre action ? De quelle force disposons-nous pour cela ?* »

Comment se pose le problème ? Il se pose dans le problème d'organiser la lutte contre ce gouvernement, de grouper en toute indépendance ces militants qui disent : « *En aucun cas on nous referra le coup de voter Hollande comme certains dirigeants syndicaux l'avaient fait lors de la dernière élection présidentielle.* » Il n'y a pas de réponse a priori, pas de recette miracle, c'est par la libre discussion, tous ensemble, dans le cadre de cette conférence, que nous élaborerons ces réponses.

J'ajouterai, pour conclure : on entend tous les jours des discours sur la guerre : la lutte contre la guerre, la nécessité de lutter contre la guerre, les appels « *La paix* », etc.

Oui, camarades, il faut lutter contre la guerre. En 1915, à Kienthal et Zimmerwald, Lénine et Trotsky ont signé un accord avec les socialistes de gauche, les pacifistes qui se prononçaient contre la guerre et pour la paix.

Mais la position de Lénine était autre, et la position de Lénine, c'est la nôtre : la lutte contre la guerre, c'est la lutte pour l'expropriation du capital, parce que tant que durera le capital, il y aura la guerre. La lutte contre la guerre, c'est la lutte contre le gouvernement Hollande ! La lutte contre la guerre, c'est la lutte pour défendre les conquêtes de la classe contre ce gouvernement, contre la guerre. C'est cela, la IV^e Internationale !

Alberto Salcedo (Venezuela)

Bonsoir camarades. Je vous apporte le salut fraternel des camarades trotskystes du Venezuela, qui combattent contre l'impérialisme.

Je suis sûr que vous avez pu suivre dans votre journal, *Informations ouvrières*, ce que nous pensons de la situation. C'est une situation nouvelle, qui concerne l'ensemble du continent latino-américain. Elle est caractérisée par une offensive brutale menée par l'impérialisme nord-américain. Dans son processus de décomposition et de crise, il essaie de reprendre le contrôle de ce qu'on peut appeler sa cour intérieure. Au Venezuela, le processus politique qui a été ouvert a eu des effets sur tout le continent. Je dis cela parce que le Venezuela est la nation qui a le plus avancé dans le sens de la confrontation avec l'impérialisme américain. En 2000, l'Assemblée nationale constituante a été convoquée, ce qui nous a permis de refonder notre nation. Dans notre Constitution ont été établies une série de conquêtes fondamentales pour la nation comme pour les travailleurs. C'est pour cela qu'aujourd'hui le gouvernement du Venezuela subit des attaques au travers d'une guerre économique, au moyen de la chute du prix du pétrole et des manœuvres financières menées par l'impérialisme dans le cadre

de la compétition que livre l'impérialisme américain avec d'autres impérialismes. Et c'est, pour les pays producteurs de pétrole comme le Venezuela, une attaque contre la nation. Dans le cadre du « Collectif jeunes et travailleurs », qui publie *El Trabajador*, nous comprenons que, malgré les hésitations de notre gouvernement, les travailleurs du Venezuela doivent resserrer les rangs face à l'agression contre notre pays. Cela doit aussi s'accompagner d'une attitude autonome de la part du mouvement ouvrier et de ses organisations syndicales. Nous comprenons bien que la tâche de défense de la nation est une tâche qui revient à la classe ouvrière. C'est la seule, l'unique classe qui est capable d'aller jusqu'au bout de la confrontation contre la domination impérialiste et contre le capitalisme. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui notre tactique, que nous avons discutée dans le congrès de la IV^e Internationale, c'est de sortir de la routine et entrer à fond dans le mouvement syndical et le mouvement ouvrier pour avancer dans la nécessité qui est faite de nous unir pour défendre nos conquêtes comme celle que représente la loi organique du travail. Cette loi est inscrite dans la Constitution de l'année 2000.

Je vais vous donner quelques exemples de ces conquêtes : la réduction de la semaine de travail à 40 heures, la sécurité absolue du travail, la couverture sociale pour la maternité, la rétroactivité des prestations sociales. Ces mêmes conquêtes qui sont aujourd'hui attaquées par les gouvernements européens. Mais la plus importante, et qui est contenue dans la loi organique, c'est l'interdiction de la sous-traitance.

Le résultat électoral de décembre dernier, qui a vu l'Assemblée nationale perdre sa majorité gouvernementale, fait qu'aujourd'hui, dans le pays, deux institutions se font face. La défaite électorale, comme nous l'avons expliqué, est due à trois éléments fondamentaux. Le premier, c'est la guerre économique qui est livrée dans le cadre de la chute du prix du baril de pétrole. Le second, c'est l'hésitation du

gouvernement à vouloir avancer et faire face en prenant des mesures économiques qui peuvent se résumer à contrôler le commerce extérieur et organiser une économie planifiée et centralisée. Le troisième, c'est de n'avoir pas nationalisé les banques. Ne pas avoir fait cela a permis à la bourgeoisie et à l'impérialisme le boycott de l'économie, la fuite des devises à l'étranger, la vente au noir du pétrole. Il faut aussi dire que notre gouvernement, parce qu'il n'est pas un gouvernement des travailleurs, hésite. Il essaie de trouver des accords, des compromis.

Pour résumer : la tâche des trotskystes aujourd'hui au Venezuela est de défendre le gouvernement face à l'impérialisme, et ce, malgré ses hésitations, malgré ses contradictions. Cela passe par la construction d'organisations indépendantes des travailleurs, c'est pour cela que nous nous battons pour que la centrale syndicale qui existe aujourd'hui convoque des élections pour légitimer et mettre en œuvre une plate-forme pour la défense de la souveraineté et de nos conquêtes.

Mohamed

(Tunisie)

Bonsoir camarades.

Je vous salue au nom de la section tunisienne de la IV^e Internationale. La section tunisienne de la IV^e Internationale a tenu sa première conférence nationale le 31 janvier, c'est-à-dire à la veille de la tenue du congrès mondial de la IV^e Internationale.

La situation en Tunisie peut être caractérisée, de façon très concentrée, de la manière suivante : on est à la veille d'un tournant majeur de la situation politique. On est à la veille possible du déclenchement d'une guerre qui va être provoquée par l'entrée fracassante des troupes

de l'OTAN en Libye. Cette guerre-là a des conséquences sur toute la région. Mais malgré cela, le peuple, la classe ouvrière sont dressés pour défendre leurs droits, pour exiger la reconnaissance de leurs revendications. L'exemple le plus probant, c'est l'attentat qui a été opéré en décembre contre un bus de la garde présidentielle ; il y a eu certes des réactions de la part du peuple tunisien, il y a eu certes des réactions de la part de l'organisation syndicale contre ces attentats, mais immédiatement, les organisations ouvrières ont dit : les revendications que nous avons posées sur la table, elles ne sont pas négociables. Ces revendications, elles sont la garantie de la protection de la nation tunisienne, elles sont la garantie du fait que cette nation reste solidaire.

Evidemment, il y a eu une tentative de la part du gouvernement, de la part de l'Etat, pour mettre en place un verrou qui s'appelle « le dialogue national », pour faire taire la mobilisation ouvrière derrière son syndicat, mais la situation aujourd'hui, c'est que dans quasiment toutes les villes du pays se mènent des grèves des diplômés-chômeurs.

Et ces grèves et ces mobilisations ne s'arrêtent pas. Elles ne s'arrêtent pas parce que l'exigence de l'emploi, l'exigence de la reconnaissance des droits est toujours présente, depuis le début de la révolution. Et la classe ouvrière résiste, elle est dressée contre l'opération qui a été menée par le gouvernement tunisien avec l'appui de tous les appareils diplomatiques, politiques, financiers, pour essayer de colmater les brèches ouvertes par la révolution pour remettre en selle un gouvernement de la droite. Ce gouvernement et son principal parti sont aujourd'hui en crise ouverte. Le parti principal du gouvernement se disloque. Tous les jours, il y a un morceau de ce parti qui s'en va, qui crée un groupe. Et l'on annonce la création d'un nouveau parti. C'est-à-dire que le parti présidentiel, sur lequel s'appuie le petit bonaparte qui n'arrive pas vraiment à jouer le rôle de bonaparte, ce parti-là est en train de se disloquer. Il se disloque, pourquoi ? Parce

qu'il y a une pression tellement puissante de la part de la classe ouvrière, tellement puissante des revendications de la classe, des revendications des diplômés-chômeurs – il faut savoir qu'en Tunisie, en tant que diplômés-chômeurs, on pourrait être classés premiers mondialement. Il y a 500 000 diplômés universitaires qui sont au chômage. Et tous les ans, à l'université, sortent 20 000 nouveaux chômeurs. Ils ont un syndicat, ils sont extrêmement puissants, ils sont mobilisés.

Aujourd'hui, ce qui est en train de s'opérer au niveau de la classe, au niveau des luttes sociales qui s'opèrent, c'est le début de la jonction entre la classe ouvrière et ces diplômés-chômeurs, qui sont extérieurs à l'organisation ouvrière, extérieurs à l'organisation syndicale. L'UGTT, pour le moment, ne veut pas les reconnaître. Pour l'UGTT, ce sont des chômeurs, ce sont des diplômés-chômeurs, c'est-à-dire que ce sont des diplômés qui ne sont pas dans le monde du travail parce qu'ils n'ont jamais travaillé. Mais ce sont des travailleurs ! Ce sont des travailleurs qui sont au chômage. Mais la jonction est en train de s'opérer entre ces diplômés-chômeurs et la classe ouvrière dans ces grèves. Nous menons une bataille auprès des travailleurs, auprès des diplômés-chômeurs, pour appeler à une conférence nationale qui posera la question centrale : le problème du chômage ne peut pas se régler si l'on continue à mener cette politique d'alignement sur les injonctions de l'impérialisme.

Le problème du chômage ne peut pas se régler si l'on ne rompt pas « l'accord d'association » avec l'Union européenne. Le problème du chômage ne peut pas se régler si l'on continue à s'endetter (l'Etat tunisien s'endette trimestriellement pour payer les salaires des fonctionnaires). Et seule la classe ouvrière peut défendre la nation par ses propres moyens.

Je voulais par ailleurs intervenir sur un point qui est, pour moi, très important : il y a la guerre qui peut être déclenchée en Libye, et qui va avoir des conséquences

énormes pour toute notre région, et comme par hasard, dans ce contexte, où pèse la menace de dislocation de l'ensemble de la région, il y a une attaque menée par une oligarchie qui est liée au capital financier, qui est aussi liée aux bandes mafieuses en Algérie, c'est une attaque de front contre le Parti des travailleurs algérien. Pour moi, en tant que militant internationaliste, le Parti des travailleurs algérien, c'est mon parti. En tant que militant tunisien, le Parti des travailleurs algérien, pour moi, c'est un point d'appui pour construire notre parti. Et pour l'ensemble de la région, pas uniquement pour nous, je sais ce qu'il représente pour l'ensemble du peuple tunisien, les travailleurs tunisiens sont à l'écoute de ce qui se passe en Algérie, ils savent le poids que représente le Parti des travailleurs algérien en Algérie, pour dire qu'aujourd'hui, il est indispensable de se dresser là où l'on est, par les moyens de la presse, par l'information, pour dire : bas les pattes devant le Parti des travailleurs algérien.

Andreu Camps

(secrétariat international)

Il y a un élément très important par rapport à ce qui se passe en Europe. Pendant des années, on nous a parlé de « l'Europe du sud » pour essayer de diviser la classe ouvrière par rapport aux pays du centre, l'Allemagne, la France. Pourtant aujourd'hui, le centre de la crise, c'est dans le centre de l'Europe, c'est en Allemagne même. Ce ne sont pas les réfugiés qui ont provoqué la crise, la crise de fond, la menace d'une crise financière, ce n'est pas le produit des réfugiés. Et en même temps, la question des réfugiés accélère et approfondit la crise qui montre l'incapacité de l'Etat le plus fort d'Europe de faire face à cette question. Cela montre l'impuissance des institutions de l'Union européenne, dont on nous a dit qu'elles étaient

toutes-puissantes. Et cela nous amène à poser la question du point de vue du mouvement ouvrier international. Et ne pas nous limiter, même si l'on intègre les questions démocratiques comme le droit d'asile, parce que si l'on en reste là, on cherche une solution humanitaire, donc on dit qu'en réalité les coupables, ce sont les privilèges de la classe ouvrière européenne ! Et c'est seulement dans le combat pour intégrer les travailleurs étrangers aux mêmes droits que les travailleurs des pays européens que l'on peut faire face, du point de vue du mouvement ouvrier, à cette question.

A partir de là, je voudrais répondre à la question sur ce qui se passe au Portugal, parce que cela rejoint ce qui se passe en Grèce et ce qui se passe en Espagne. Et ce n'est pas parce que c'est le sud. C'est parce qu'il y a une question commune. Les camarades peuvent lire les articles qu'on a publiés dans *Informations ouvrières* presque toutes les semaines, et je vous invite, si vous ne l'avez pas encore fait, à vous abonner à *Informations ouvrières*. Tous les gouvernements de droite ont échoué. Le capital financier a eu besoin d'une couverture de gauche comme le gouvernement Syriza, qui a annihilé, pour l'instant, l'énorme mouvement de résistance. Les sept ou huit grèves générales faites par les travailleurs grecs les ont menés à l'impasse. Mais la classe ouvrière n'est pas défaite.

Tirer les leçons de la situation en Grèce, voir ce qui se passe et de quelle manière cela se répète dans d'autres pays. Aujourd'hui, au Portugal, il y a un gouvernement de gauche avec le soutien des autres partis, dont le mot d'ordre est le respect des engagements internationaux. Et cela, c'est contradictoire avec l'aspiration des masses qui ont amené malgré tout ce gouvernement, par la voie électorale, à être là. Et c'est cette contradiction qui existe aujourd'hui, cette contradiction qui amène la principale confédération syndicale, la CGTP, à poser au gouvernement la question de la revendication des travailleurs. Les travailleurs espèrent que ce

gouvernement réponde à ces revendications. Et la tâche de la IV^e Internationale, ce n'est pas de dire « bla-bla, ce gouvernement traître... », c'est d'aider la classe ouvrière à poser les revendications pour les rassembler face au gouvernement.

Et dans le cas particulier de l'Espagne, nous sommes dans une situation excellente. Nous n'avons pas de gouvernement ? C'est une bonne chose. Je prends l'avion demain, il n'y a aucun problème. Tout fonctionne. Non, ce n'est pas une blague. C'est une crise politique majeure. Et une des conséquences, si vous lisez la presse espagnole, ce sont les manœuvres de palais, il y a des pages et des pages sur quel gouvernement peut se constituer. Le secrétaire du PSOE vient de promettre un gouvernement au mois de mars. On verra bien. Mais pour le moment, c'est très important, parce que, pendant toute une période qui a été soumise au blocage des appareils, la majorité des travailleurs a dit : mais c'est le moment d'y aller. Hier, il y avait des dizaines de milliers de manifestants à Madrid pour exiger l'annulation du procès des camarades d'Airbus. Et à la tête de cette manifestation, il y avait le secrétaire général de l'UGT, celui des CCOO. Nous, IV^e Internationale, on mène cette campagne depuis trois ans. Il y a trois ans, nous étions seuls. Aujourd'hui, le mot d'ordre d'annulation du procès, abrogation de l'article 315-3, c'est le mot d'ordre de tout le mouvement ouvrier. Et nous sommes fiers d'avoir réussi cela. Ce n'est pas une victoire de la IV^e Internationale, c'est une victoire du mouvement ouvrier. Et nous en sommes une composante. Et demain, malgré toute l'opposition, toutes les intersyndicales appellent à une manifestation au centre de Madrid. C'est une victoire du mouvement ouvrier d'avoir imposé l'unité. Et la place de la IV^e Internationale qui a combattu pour cela. Et c'est cela la IV^e Internationale.

Lucien Gauthier (secrétariat international)

Une question a été posée sur la Palestine.

A travers la question de la Palestine, on saisit ce qu'est la continuité de la IV^e Internationale. En 1946, c'est-à-dire deux années avant la partition et la destruction de la Palestine par l'ONU, organisées conjointement par l'administration américaine et la bureaucratie du Kremlin, par un vote commun à l'ONU, le groupe trotskyste qui existait en Palestine avait pris position contre la partition annoncée de la Palestine.

En 1947, avant le vote, la IV^e Internationale a réaffirmé cette position. Après la constitution de l'Etat d'Israël, nous avons réaffirmé l'exigence d'une République palestinienne.

Tout au long de ces années, malgré les guerres, nous avons réaffirmé cela. Quand il y a eu les accords d'Oslo, en 1993, prétendant constituer à côté de l'entité sioniste un « Etat » palestinien, nous avons réaffirmé encore une fois la revendication d'une seule Palestine sur tout le territoire historique de la Palestine.

Pendant des décennies, on nous a dit que c'était utopique, que c'était irréaliste.

Le *réalisme*, c'est le massacre quotidien du peuple palestinien. Le *réalisme*, c'est le bantoustan ou le ghetto de Gaza où, sur une petite bande de terre, vivent 1 500 000 personnes. Le *réalisme*, c'est la répression féroce. Le *réalisme*, c'est la négation du droit d'un peuple à avoir une nation. Le *réalisme*, c'est un peuple qui, dans sa quasi-totalité, a été chassé de ses terres et de ses maisons familiales, et vit en exil.

Et aujourd'hui, du fond de la population palestinienne monte l'exigence, à partir de la compréhension que l'Autorité palestinienne n'a fait qu'appliquer les accords d'Oslo, c'est-à-dire réprimer elle-même le

peuple palestinien au compte de l'Etat d'Israël, l'exigence donc d'en finir avec cela et de retourner à ce qui était contenu dans la Charte de l'OLP, à savoir une seule Palestine, sur tous les territoires de la Palestine. Oui, c'est notre position, c'est la seule réaliste.

Ce qu'il s'est passé ces derniers mois a démontré que cette mobilisation entraîne toutes les composantes du peuple palestinien, à Gaza, en Cisjordanie, dans les frontières de 1948, mais aussi dans les camps au Liban, en Jordanie, et tous disaient : « *Nous sommes un peuple*. » Que personne ne l'oublie et que les puissants de ce monde n'oublient pas qu'en 1989, le peuple allemand manifestait en Allemagne de l'Est en disant « *Nous sommes LE peuple* » face à la bureaucratie stalinienne, et qu'ensuite il a changé son mot d'ordre en disant « *Nous sommes UN peuple* ». Oui, un peuple qui a abattu le mur de Berlin.

Une camarade a posé la question sur l'Algérie, le camarade Mohamed y était revenu, je vais rajouter un point. Dans une situation de crise généralisée, il y a une offensive au sein même de l'Algérie, de la part de représentants des secteurs financiers mondiaux, pour faire sauter toutes les barrières, toutes les protections, toutes les règles ; et nombre de ces barrières et de ces règles, les députés du Parti des travailleurs ont combattu pour, et les ont votées. Ils ont voté par exemple la loi de Finances qui prévoyait le fait que, en cas d'investissements étrangers, ces investissements ne pouvaient pas dépasser 49 %, et que 51 % devaient rester algériens.

C'était une loi de protection de l'Algérie. C'était une loi de défense de l'Algérie. Et c'est la raison pour laquelle, dans une situation d'offensive contre le Parti des travailleurs, d'attaques, de violences, le quotidien *Le Temps* a publié un portrait de Louisa Hanoune avec une cible derrière, en mettant : « *La fin ?* », et des menaces sont proférées contre les dirigeants du Parti des travailleurs.

Subitement est tombée la réforme constitutionnelle. Les camarades du Parti des

travailleurs ont regretté que cette réforme constitutionnelle soit votée à l'Assemblée. Ils ont rappelé que le président Bouteflika s'était engagé à saisir le peuple par référendum. Mais compte tenu du fait que cela passait à l'Assemblée, il fallait se prononcer sur ce qu'il fallait voter. Le comité central du Parti des travailleurs a décidé de s'abstenir, de ne pas voter pour, certainement pas, mais de ne pas voter contre. Pourquoi ? Parce que dans cette révision constitutionnelle, il y a des acquis qui sont le produit du combat du Parti des travailleurs.

Vous savez que l'Algérie, c'est un seul peuple, mais avec deux composantes, la composante arabophone et la composante berbérophone. Cela a toujours été utilisé pour essayer de diviser, de disloquer l'Algérie. L'arabe est la seule langue officielle. Le Parti des travailleurs a combattu pendant des décennies pour que le tamazight, c'est-à-dire la langue berbère, devienne langue officielle. C'est inscrit dans la révision constitutionnelle. Le tamazight est langue officielle de la nation algérienne.

De la même manière, le Parti des travailleurs a combattu en permanence contre la remise en cause de l'article 17 de la Constitution, qui prévoit que le sous-sol et la terre algériens sont propriété de la nation algérienne. Et depuis des décennies, l'impérialisme veut faire sauter cet article 17. Cet article 17 est renforcé et toujours présent, et une série d'autres mesures. Dans ces conditions, le président du groupe parlementaire du Parti des travailleurs a pris la parole sur une ligne d'indépendance du parti, a informé : nous décidons de nous abstenir, parce que nous ne voulons pas voter contre ce qui constitue des acquis pour le peuple et la nation algérienne.

Voilà ce qu'est un parti ouvrier. Et c'est la raison pour laquelle 19 personnalités, qui n'ont pas d'accord avec le Parti des travailleurs, dont certains sont des héros de la lutte de libération nationale, ont sorti cet appel avec Louisa Hanoune pour s'adresser au président de la République. Cela

émeut certains, qui font mine de s'inquiéter de voir des révolutionnaires demander à rencontrer le président de la République.

Ces militants combattent pratiquement, pas dans des discours, pour défendre la nation, pour défendre le peuple algérien, l'Algérie souveraine et indépendante. Et c'est une responsabilité majeure. Et ceux qui dénoncent avec mépris le fait que les camarades demandent à être reçus par Bouteflika sont les mêmes qui, avec mépris, disent : « *Ah, mais les camarades brésiliens disent "Réveille-toi, Dilma".* »

Oui, les camarades brésiliens combattent dans la classe, comme l'expliquait Julio, pour se saisir du fait qu'il y a un an, la majorité des travailleurs ont voté pour Dilma. Oui, ils ont voté avec des illusions. Oui, mais c'est leur gouvernement, et oui, ils veulent le défendre contre l'impérialisme et en toute indépendance.

Nos camarades ont dit : « *Dehors le ministre Lévy* », qui symbolisait la politique pro-impérialiste. Ce n'était pas un remaniement gouvernemental qu'ils demandaient, c'était une rupture, et Dilma, face à la mobilisation, a dû virer Lévy. Elle remet un autre ministre pour mener la même politique, mais comme l'a dit Julio, Lévy a été viré. Et la classe l'a viré. Et donc, la classe est là. Julio Turra a été dénoncé comme un lieutenant ouvrier de la bourgeoisie. Ah, Julio Turra a un défaut, il est membre de l'exécutif de la CUT. Il est dans l'instance la plus élevée de la principale confédération syndicale au Brésil. Et l'action du camarade Julio Turra, au compte des travailleurs brésiliens, des syndicalistes de la CUT, est d'aider les processus de la lutte des classes. Il y avait une mesure réactionnaire, qui s'appelle le PPE, qui était une mesure de flexibilisation. Nos camarades, Julio et d'autres militants, avaient réussi à faire adopter au précédent congrès de la CUT une motion condamnant les PPE. Puis, à ce congrès de la CUT, il s'est passé une chose, c'est que certaines fractions de l'appareil syndical, comme la fédération de la métallurgie, étaient déjà impliquées dans la mise en

œuvre des PPE. Les camarades avaient préparé une motion pour faire voter par le congrès la réaffirmation du refus des PPE. Mais le camarade Julio, avec les autres camarades, a estimé que dans cette situation, ils risquaient d'être minoritaires et que le vote sur les PPE allait être invalidé, et que la CUT allait se prononcer pour les PPE. Donc, à partir de là, ils ont passé un accord : on réaffirme la position de la CUT et on dit que la CUT va « observer » l'expérimentation des PPE.

Et Julio Turra et ses camarades ont maintenu le fait que la CUT est formellement et nationalement opposée au PPE, et que le vote n'est pas revenu en arrière.

C'est l'action d'un lieutenant ouvrier de la bourgeoisie ? Non, c'est l'action d'un révolutionnaire qui aide pratiquement sa classe. Le camarade Lybon a expliqué le combat qui est mené en Afrique du Sud, les camarades en Afrique du Sud combattent pratiquement. On nous dit : c'est l'impérialisme mondial. Mais l'impérialisme mondial en Afrique du Sud, il a une couleur, elle est blanche. C'est celle de la minorité blanche. Et dans le combat pour la République noire, qui est une perspective politique, c'est la lutte pratique contre cette minorité blanche, pour la chasser des terres qu'elle possède, pour la chasser des usines, par la lutte de classe, parce que le combat du prolétariat, c'est le combat du peuple noir, parce que

le prolétariat est noir, et l'impérialisme est blanc.

Au Venezuela, il y a à tout moment un risque de coup d'Etat et d'intervention militaire américaine. Les camarades sont impliqués dans le combat. Ils défendent la souveraineté de la nation, quelles que soient les hésitations, quelles que soient les oscillations, et le camarade Alberto, dans l'article qu'il avait fait dans un précédent *Informations ouvrières*, a expliqué comment les hésitations de Maduro avaient permis à la droite de gagner les élections. Oui, mais c'est un enjeu. C'est un enjeu pour le peuple. Si demain la droite reprend le pouvoir — elle l'a d'ailleurs à l'Assemblée, mais pas à la présidence —, si elle détient tous les pouvoirs, elle a la possibilité de démanteler toute la Constitution en faisant une révision constitutionnelle et d'ouvrir la voie à la pénétration de l'impérialisme. Défendre le gouvernement Maduro, ce n'est pas défendre Maduro, c'est mettre un obstacle à la pénétration de l'impérialisme sur un terrain de mobilisation de classe. C'est cela, la politique de la IV^e Internationale.

C'est la raison pour laquelle nous devons tous avoir confiance. Les résultats du 51^e Congrès (*de la section française*), les résultats du IX^e Congrès de la IV^e Internationale démontrent la cohésion renforcée de nos rangs, la cohésion renforcée des rangs de la IV^e Internationale.

Lors du IX^e Congrès mondial, une discussion a eu lieu sur la « question noire » en Azanie et aux États-Unis. A l'issue du congrès, notre camarade Lybon Mabasa, responsable de la section azanienne de la IV^e Internationale, nous a fait parvenir une contribution sur « le véritable bilan de la Conscience noire et son actualité » que nous versons à la discussion (les notes sont de la rédaction de *La Vérité*). Elle participe du compte rendu du IX^e Congrès mondial.

Le véritable bilan de la Conscience noire et son actualité

Il faut dire avant toute chose que le développement de la doctrine de la Conscience noire n'a rien eu à voir avec les Blancs, mais fut une doctrine qui s'adressait aux Noirs et à leur propre condition, en Afrique du Sud et ailleurs.

Lorsque Steve Biko (1) a déclaré que l'appel à la lutte le plus positif venu du monde noir depuis longtemps était celui de la « Conscience noire », il ne voyait pas ses principes comme limités à l'Afrique du Sud, mais avec une portée mondiale. En 1995, j'ai eu le privilège d'être sur le même plateau de télévision, à Johannesburg, que la femme du tempétueux leader noir Malcolm X, Mrs Betty Shabazz ; on lui posa une question sur le racisme, et si celui-ci existait en Amérique, et elle répondit que le racisme, en tant qu'idéologie de la domination et de l'exploitation économique, politique et sociale, et de l'exploitation des Noirs en particulier, existait partout et que les Noirs avaient besoin de se battre contre lui, que même l'Organisation internationale du travail avait une convention qui traitait du problème du racisme.

A présent, en Afrique du Sud, après tant de tentatives infructueuses de mettre en place un multiracialisme artificiel, que Biko décrivait comme le racisme multiplié et le non-racialisme dans une société où le racisme était statutaire, Biko se rendit compte que dans cette situation les Blancs

s'étaient définis comme la norme et que les Noirs se retrouvaient à devoir juger ce qu'ils faisaient ou disaient selon cet étalon. Cette norme s'était placée à la tête de la lutte de libération. Encore une fois, Steve Biko était critique envers ça, il disait « *ce sont les Blancs qui nous font mal, puis qui prescrivent le meilleur moyen selon eux de répondre à la douleur* ». Il exprimait son

(1) Steve Biko (1946-1977), militant noir d'Azanie, l'un des dirigeants de la lutte anti-apartheid. Jeune étudiant en médecine, il milite dans l'organisation syndicale étudiante, la SASO. Dès 1973, le gouvernement blanc lui inflige une interdiction totale de prendre la parole en public en raison de son combat pour les droits des Noirs. Malgré cela, il organise meetings et manifestations, qui sont très violemment réprimées par le gouvernement de l'apartheid, notamment lors des émeutes de Soweto, le 16 juin 1976. Arrêté par la police le 18 août 1977, il est enchaîné et torturé durant plus de 21 heures, et est incarcéré à la prison de Pretoria, où il meurt d'une hémorragie cérébrale à la suite des coups à la tête qu'il a reçus, le 12 septembre 1977, à l'âge de 30 ans. Lors de ses funérailles, plus de 10 000 personnes lui rendent hommage. Il est considéré comme l'une des figures du combat contre l'apartheid avec la création du Black Consciousness Movement (BCM) — Mouvement pour la Conscience noire. Son histoire est relatée de manière romancée par le film *Cry Freedom* (« Le Cri de la liberté ») sorti en 1987 réalisé par le Britannique Richard Attenborough (qui s'inspire du roman de John Briley). Dans ce film, celui-ci retrace le meurtre du militant sud-africain Steve Biko et l'enquête entreprise par le journaliste Donald Woods.

inquiétude quant au fait que les Noirs se retrouvaient spectateurs, acclamant et regardant avec attention le jeu auxquels ils auraient dû participer.

Selon lui, la lutte de libération en Azanie (le nom qu'il préférait pour l'Afrique du Sud), la lutte du peuple noir, de l'écrasante majorité, nécessitait, comme précondition, d'être indépendante des Blancs et des influences libérales. Elle devait aussi placer en son centre les Noirs, qui étaient à la fois le sujet et l'objet de la lutte de libération. Seul, dans ce cadre, les Noirs pourraient redécouvrir leur humanité sapée et s'affirmer pleinement comme personnes. La force du racisme blanc dans le monde entier a toujours résidé dans la déshumanisation des Noirs, la mise en place d'un complexe d'infériorité qui va dans le sens des Blancs.

A ce moment, cela signifiait que les Noirs devaient être à la tête de leur lutte, déterminer leurs normes et leurs valeurs, interpréter leur propre histoire et mettre toute la priorité sur leur libération. Et effectivement, la Conscience noire s'enrichit des expériences de mille et une luttes révolutionnaires et chefs révolutionnaires du monde entier. La Conscience noire était décrite par Biko comme la seule manière scientifique et systématique d'exprimer et réaliser les aspirations des Noirs ordinaires.

Ce n'est pas une surprise que le Mouvement de la Conscience noire (BCM) ait pris des décisions de grande ampleur, mais justes, sur les problèmes de la terre, du pouvoir par la majorité noire et du type de république qu'ils voulaient instaurer, une république noire. Le SASO (2) a déclaré : les Noirs et les Blancs vivent en Afrique du Sud, et le feront encore, mais les Blancs resteront en Afrique du Sud ou la quitteront sous les conditions édictées par les Noirs. Il était clair même alors que le Mouvement de la Conscience noire ne partageait pas l'opinion selon laquelle l'Afrique du Sud était à tous ceux qui y vivaient, ou, pis encore, que c'était un pays européen qui s'était retrouvé, par erreur ou par hasard, attaché tout au sud du continent africain. Biko voyait l'Afrique du Sud comme un pays africain plein et entier, un point c'est tout !

Par conséquent, la lutte du Mouvement pour la Conscience noire était à la fois celle

de l'auto-détermination nationale et de la souveraineté nationale, et aussi une lutte pour mettre en place le cadre économique qui allait s'attaquer aux inégalités créées par l'alliance de l'Apartheid et du capitalisme. L'apartheid et le capitalisme étaient dans une relation de symbiose, qui permettait à l'un de soutenir l'autre en continu, au détriment complet des Noirs. Il n'était pas possible de combattre l'un sans quitter l'autre.

La construction d'une économie capitaliste forte en Afrique du Sud, en liaison étroite avec l'impérialisme occidental, reposait sur le cautionnement du racisme blanc en Afrique du Sud, et c'est arrivé malgré la convention de l'ONU de 1973 qui déclarait que l'apartheid était un crime contre l'humanité.

Le Mouvement de la Conscience noire devait prendre des décisions sérieuses, mais réfléchies, pour éradiquer ces fléaux jumeaux. Néanmoins, la décision la plus lourde de conséquences portait sur l'identité du « peuple noir », particulièrement face à la grande balkanisation, les divisions, le tribalisme encouragé par l'Etat et la division en ethnies. Le terme « Noir », selon la doctrine de la Conscience noire, devait être utilisé d'abord comme un terme politique désignant certaines personnes qui vivent sous certaines conditions politiques, sociales et économiques, de la même manière qu'on dit « Blanc » en Afrique du Sud.

Le terme « Noir » ne se référait pas à la couleur de peau, la texture des cheveux ou même la couleur des yeux, mais c'était devenu un terme politique qui désignait tous ceux qui étaient discriminés par la loi et la tradition, exploités économiquement et dégradés socialement, et qui, comme groupe, voyaient la « solidarité noire » comme la première étape vers la lutte contre le système raciste de l'apartheid défendu par le régime de la minorité blanche. Dans le procès SASO/BPC (3), Biko a fait tous les efforts pour expliquer pourquoi il était nécessaire aux

(2) South African Students Organisation (SASO), organisation des étudiants sud-africains dont Steve Biko fut le premier président élu.

(3) Black Peoples Convention (BPC), Convention des peuples noirs.

Noirs d'avoir une lutte indépendante, particulièrement face au joug sans merci de la minorité blanche.

En Afrique du Sud, les Blancs avaient accompli cette unité en exploitant les Noirs, il importait alors peu que ce soient les Huguenots français (1688), les colons britanniques (1820) ou les colons hollandais de 1652. Leurs tribus et leurs origines étaient subordonnées par le blanc. Beaucoup de personnes d'ascendance européenne vinrent coloniser l'Afrique du Sud pour la simple et bonne raison qu'ils étaient « blancs », et souhaitaient réaliser à fond le programme du racisme blanc.

Sur la position et la condition des Noirs, les Blancs, qui étaient d'accords entre eux et unis, même ceux qui étaient progressistes, ne pouvaient pas concevoir d'être les égaux des Noirs. Certains proposèrent même un suffrage censitaire (4) à ces Noirs inférieurs. Ils étaient unis nonobstant le fait qu'ils étaient des exceptions, il y a des exceptions à toute autorité, mais le bon sens et la science nous disent que les exceptions ne nient pas l'autorité : au contraire, elles la confirment, précisément parce que ce sont des exceptions.

Cette approche unissait tous ceux qui étaient du mauvais côté du bâton de l'apartheid, peu importe les privilèges accordés à certains d'entre eux. Ces « hommes de couleur » étaient repoussés au second rang, les « Indiens » au troisième et les Africains au dernier rang. Le problème n'est jamais dans celui à qui l'on octroie des privilèges, mais dans celui qui les octroie, qui utilise les privilèges pour semer la division et le clientélisme. C'était ce racisme institutionnel qui déterminait la position de chacun par rapport aux moyens de production. Donc, l'aspirant capitaliste qui n'était pas classé comme Blanc était subordonné même par rapport à un clochard blanc, qui, par sa décision d'exercer son droit de vote, pouvait décider de la qualité de vie de tous les autres.

La doctrine de la Conscience noire est devenue une doctrine pour créer une nation qui unissait tous ceux qui étaient dégradés socialement, exploités économiquement et exploités politiquement, la majorité noire, autour des combats et de leurs buts communs.

Le Mouvement de la Conscience noire de Steve Biko a réalisé le plus grand exemple d'unité de notre pays, et les événements du 16 juin 1976 (5) en sont l'illustration. Le succès du Mouvement de la Conscience noire apporta avec lui de nombreuses attaques de ses détracteurs, qui étaient évidemment opposés à ses positions politiques, particulièrement le refus de collaborer (avec l'opresseur et toutes ses institutions). Biko était inflexible quant à ce principe au point qu'il refusa de rencontrer des membres de l'organisation étudiante du BCM (6), le SSRC (7), après qu'ils furent allés contre le conseil de la direction du BCM et violé ce principe de non-collaboration en acceptant une rencontre avec des représentants du gouvernement américain, ce même gouvernement qui avait, par une myriade de moyens, soutenu le régime de l'apartheid de la minorité blanche.

Dès ses premières années, le BCM avait clairement identifié le rôle moteur de l'impérialisme américain, qui avait caractérisé beaucoup de mouvements de libération, le PLO, l'ANC, le PAC (8), entre autres, comme des organisations terroristes. C'était une manœuvre pour s'assurer que ces organisations ne recevraient aucun soutien, y compris d'organismes comme l'ONU, où des résolutions allant dans le bon sens étaient défaits par la position des Etats-Unis.

Ces positions du BCM étaient non seulement une épine dans le pied du régime, mais aussi de l'impérialisme, particulièrement après que le BCM eut organisé des meetings nationaux pour la libération nationale du Mozambique et son principal parti, le FRELIMO. Le BCM devait être éliminé.

(4) Le suffrage censitaire est un mode de suffrage dans lequel le droit de vote est réservé aux citoyens qui acquittent un impôt direct au-delà d'un seuil appelé cens électoral.

(5) Le 16 juin 1976 est la date des émeutes de Soweto.

(6) Black Consciousness Movement (BCM), Mouvement de la conscience noire.

(7) Soweto Students Representative Council (SSRC), Conseil représentatif des étudiants de Soweto.

(8) Palestine Liberation Organization (PLO) — Organisation de libération de la Palestine (OLP) ; African National Congress (ANC) — Congrès national africain (parti membre de la II^e Internationale dirigé par Nelson Mandela, et actuellement par Jacob Zuma) ; Pan Africanist Congress (PAC) — Congrès panafricain (scission de l'ANC fondé par Robert Sobukwe en 1959).

Une liquidation systématique de la direction du BCM avait déjà commencé, avec les meurtres calculés de Mthuli KaSezi, Onkgopotse Abram Tiro et Mapetla Mohapi (9). Elle culmina avec le meurtre brutal de Steve Biko, la condamnation comme illégales de toutes les organisations de la Conscience noire et une tentative pour disloquer complètement l'intégralité du Mouvement de la Conscience noire et de ses organisations. Les détracteurs réussirent à assécher toute aide financière, intérieure et extérieure, pour tous les organismes de la Conscience noire.

La formation de l'Organisation des peuples d'Azanie — Azanian People's Organisation — (AZAPO) (10) sous le drapeau de la Conscience noire, dans ces conditions extrêmes créées par le régime de l'apartheid et les détracteurs, était tout à la fois un acte de défi, de résolution, de regroupement, et par-dessus tout de continuité. C'était aussi la démonstration que le BCM, contrairement aux organisations historiques, anciennes, avait préparé le terrain pour sa continuité, quelles que soient les conditions. Dès sa mise en place, l'AZAPO fut menacée par « les flammes de l'enfer » du régime. Ses membres nouvellement élus étaient jetés en prison et ressortaient condamnés à l'exil.

Il ne faut pas oublier néanmoins que tous les éléments de ce mouvement ne persistèrent pas sur une route linéaire et positive. Bien que ce fut un mouvement de tous les Noirs, il avait un caractère multi-classes qui permettait la coexistence de caractères et d'éléments contradictoires, un trait commun, dans le monde entier, des luttes de libération nationale d'auto-détermination. Bien que la libération fut un but commun, au-delà de la liberté politique, il était évident et logique qu'il y aurait un conflit d'intérêts de classes.

Certaines organisations mises en place par le Mouvement de la Conscience noire, celles dans les affaires, par exemple, devinrent complètement réactionnaires, s'identifiant totalement avec les intérêts tant locaux qu'internationaux de l'impérialisme. Le Mouvement de la Conscience noire, bien qu'organique dans sa nature, avait, comme toute organisation luttant contre l'oppression nationale, ses limitations intrinsèques qui rendaient vulnérables à la

cooptation certaines de ses sections et formations. Il n'est pas surprenant que, dans la situation nouvelle, à l'âge de l'impérialisme, beaucoup de ses organisations se tiennent côte à côte à l'aise avec l'impérialisme, en partant des institutions de Bretton Woods comme le FMI et la Banque mondiale et se soumettant ouvertement aux organisations pilotées par l'impérialisme.

Mais, en général, les organisations politiques, si elles le voulaient, ont eu la résolution nécessaire pour survivre. Certaines organisations du Parti socialiste d'Azanie continuent la lutte vaillante pour la libération totale et la liberté économique pour la majorité noire. C'est pour cette raison que le SOPA (11) organise sous le mot d'ordre « *Les Noirs d'abord* ».

Cela étant dit, le rôle positif joué par le Mouvement de la Conscience noire, et que certaines de ses organisations continue à jouer, ne peut pas être surestimé. C'est avec ce fait à l'esprit que, dans le Parti socialiste d'Azanie, nous disons : nous maintenons les meilleures pratiques et traditions du Mouvement de la Conscience noire et de la lutte pour le socialisme. En fait, la vieille Conscience noire (pas tous les éléments de la Conscience noire naissante de la fin des années 1960-début 1970) peut revenir, mais, également, les éléments clés des luttes du Mouvement de la Conscience noire restent actuels et ne peuvent pas être simplement jetés dans les poubelles de l'histoire.

Les problèmes qui tourmentèrent le Mouvement de la Conscience noire à la fin des années 1970, durant les années 1980 et jusqu'aux années 1990 sont toujours là, et nous pouvons dire avec certitude que nous sommes un parti avec très peu, sinon aucun soutien, sauf des membres de notre pays, avec aucun soutien extérieur susceptible de nous aider à véritablement réaliser notre programme. Les défis de la construction de la nation et de la souveraineté, le pouvoir

(9) Il s'agit de trois militants du Mouvement de la Conscience noire assassinés entre 1974 et 1976 par le régime de l'apartheid.

(10) Azanian People's Organisation (AZAPO) — Organisation des peuples d'Azanie. Né de la fusion en 1978 de la SASO (2), la BPC (3) et le BCM.

(11) Socialist Party of Azania (SOPA) — Parti socialiste d'Azanie. Fondé en 1998, il poursuit le combat du Mouvement pour la Conscience noire.

de la majorité noire et la république noire sont toujours autant d'actualité que du temps de Steve Biko. Même si le Mouvement de la Conscience noire était largement responsable de l'aide apportée à la constitution de syndicats après la commission Wiehan (12) à la suite de la révolte nationale des étudiants et de la jeunesse, le Mouvement n'avait pas fait assez pour encourager et construire une vraie conscience de classe ouvrière, bien qu'il ait joué un rôle majeur dans les premières grèves du début des années 1970, comme les grèves de Durban en 1973.

Steve Biko avait fait la très juste observation que la lutte menée par le BCM dans son combat pour la libération nationale était intimement liée à la lutte pour le socialisme, et il voyait des transformations économiques réelles au bénéfice de la majorité noire comme une base pour un projet socialiste. Il reconnaissait les défis énormes que devaient affronter les Noirs sur ce point, particulièrement après un passé d'apartheid. Biko ne croyait pas à une troisième voie, à d'autres voies que celle du socialisme en vue de la résolution des déséquilibres économiques créés par le système de l'apartheid. Il rejetait complètement toutes les formes d'assimilation d'éléments de l'économie de l'apartheid. Il voyait la lutte du Mouvement de la Conscience noire comme étant la lutte pour une société juste et égalitaire.

Il faut garder à l'esprit que le BCM émergea dans un des moments les plus sombres de l'histoire de l'Afrique du Sud. Il y avait cet ennemi à deux têtes, la loi de suppression du terrorisme et la loi de suppression du communisme qui donnèrent à l'Etat et à ses organisations de sécurité un pouvoir et un contrôle immenses sur la vie des Noirs. Les paroles elles-mêmes, ce que quelqu'un disait, pouvaient l'envoyer en prison selon les interprétations de la police. C'était incroyablement courageux, pour ne pas dire téméraire de la part de Biko et du BCM, de faire preuve de ce courage qui pouvait les envoyer en prison ou même les tuer. D'ailleurs, c'est le destin qui s'abattit sur beaucoup d'entre eux, Biko inclus.

Au moment de la mort de Biko, le BCM était encore un mouvement jeune, vif, en développement, qui avait eu un grand impact sur la lutte en Afrique du Sud. Les

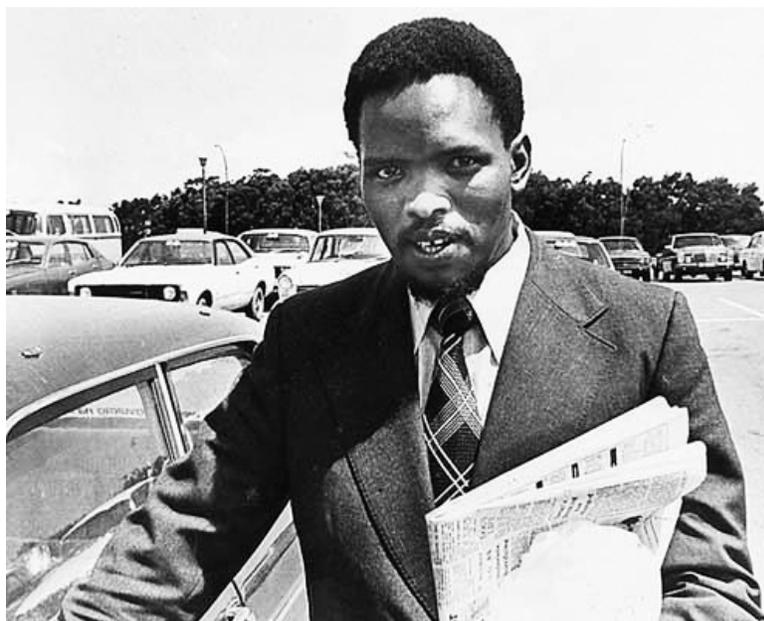
différentes positions politiques adoptées par Biko et ses camarades étaient mises à l'épreuve par la lutte politique dans son propre mouvement, et, sans surprise, elles ont soutenu l'épreuve du temps.

Quand les organisations formées et dirigées par Biko furent mises hors la loi le 19 octobre 1977, après que le régime l'eut brutalement assassiné, le BCM devait s'affirmer une fois de plus. L'AZAPO fut formé comme un successeur de ces organisations et il a poursuivi pour l'essentiel la même politique avec nettement plus de vigueur, et est même devenu encore plus audacieux sur la question du socialisme. C'est comme si l'AZAPO voulait illustrer ce proverbe que la « limite des tyrans » est souvent définie par la patience ou l'endurance de ceux qu'ils oppriment. L'AZAPO, à ce moment, poussait le régime dans ses limites, il était devenu une organisation de combat — ce qui l'a caractérisé pendant beaucoup d'années.

Depuis la formation de l'AZAPO jusqu'au SOPA, les mots d'ordre restent ceux du socialisme, mais là encore nous ne pouvons rien construire sans l'implication directe de la classe ouvrière et de ses organisations indépendantes. C'est d'abord pour cette raison que le SOPA continue à soutenir les luttes du mouvement ouvrier et de ses organisations. Même si notre engagement pour la Conscience noire reste inflexible, nous sommes conscients des grands défis à relever. La Conscience noire est toujours partie intégrante des luttes des Noirs en Afrique du Sud, mais aussi dans le monde. Seule la Conscience noire peut commencer à réparer les dommages infligés aux Noirs par le racisme blanc et le capitalisme. Les dommages qui commencèrent par les horreurs du commerce d'esclaves, les conquêtes et le colonialisme, la dette étrangère, et qui continuèrent par la subordination économique, ne pourront pas être pleinement résolus sans avoir en tête l'appel de Biko pour une Conscience noire.

Lybon Mabasa

(12) En 1979, la commission Wiehan (ou Wiehahn) fit une série de recommandations sur le droit du travail et sa législation en Afrique du Sud : fin de la discrimination à l'embauche, légalisation des syndicats noirs.



Stephen Bantu Biko, dit Steve Biko (1946-1977).



Lors d'un meeting du SOPA à Durban, le 12 septembre 2005, en hommage à Steve Biko.

TRIBUNE LIBRE

Nous publions dans une rubrique « Tribune libre » une contribution de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon, organisation qui entretient des rapports politiques avec la IV^e Internationale. Cette contribution, qui ne reflète pas le point de vue de la IV^e Internationale, est versée à la discussion, et elle trouve naturellement sa place dans ce numéro de *La Vérité*.

La Ligue communiste révolutionnaire du Japon (JRCL), avant-garde de la classe ouvrière japonaise, combat le gouvernement néo-fasciste Abe

Nous commençons cette contribution en exprimant notre solidarité avec les ouvriers révolutionnaires français, qui poursuivent leur combat malgré des mesures de répression prises par Hollande sous prétexte des attaques terroristes à Paris. En déclarant l'état d'urgence dans son propre pays, ce gouvernement intensifie les attaques aériennes sur la Syrie, dans le cadre de la coalition avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les dirigeants russes, au nom de « la guerre contre le terrorisme ». Nous le dénonçons fortement. Avec cette contribution, nous voulons exposer notre lutte actuelle au Japon. Mais d'abord, nous voudrions donner notre avis sur les attaques du 13 novembre et sur les brutales attaques aériennes impérialistes. Les gouvernements américain, français, anglais et russes bombardent villes et villages de Syrie à une échelle sans précédent. Ils critiquent très fortement les attaques menées le 13 novembre comme « *une attaque contre les valeurs universelles* »

(Obama). Mais ils ont eux-mêmes provoqué la mort de milliers de musulmans en Irak et en Syrie. En particulier, depuis septembre dernier, la France a intensifié ses raids aériens non seulement en Irak, mais aussi en Syrie, de même la Russie contre les forces anti-Assad, au nom du soutien au régime Assad.

A présent, la Grande-Bretagne a rejoint cette guerre. Tout cela a transformé la Syrie en véritable enfer, où les gens sont tués et blessés par le feu croisé des bombes américaines, françaises, britanniques et russes.

Des gens innocents sont sacrifiés aux égoïstes intérêts nationaux des grandes puissances en concurrence les unes avec les autres. Cela n'est rien d'autre qu'un massacre aveugle des populations musulmanes, c'est à dire un terrorisme soutenu par les Etats.

**LANÇONS UNE CAMPAGNE
INTERNATIONALE
CONTRE LA GUERRE,
CONTRE LES BRUTALES ATTAQUES
AÉRIENNES SUR LA SYRIE !
ÉRADIQUONS
LA GUERRE PROVOQUÉE
PAR LA CONFRONTATION
ENTRE ÉTATS-UNIS/JAPON
ET CHINE/RUSSIE !**

Notons que « EI » (Etat islamique) s'est développé à partir de la haine des populations musulmanes, de leur ressentiment contre les brutalités des impérialismes occidentaux (et contre l'ex-URSS). Dans tous les sens du terme, c'est Frankenstein, produit des impérialistes eux-mêmes. Sans honte, sous prétexte que leur propre créature a lancé la terreur, ils intensifient les attaques contre les populations musulmanes. Mais nous considérons que l'action de l'« EI » — bien que conduite pour « se venger des attaques aériennes » — est un acte d'hostilité criminelle tourné contre la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation, car cela tue des travailleurs français, sans les distinguer de leurs dirigeants, en les marquant comme « infidèles ». Au nom de la classe ouvrière mondiale, nous dénonçons cet acte de terrorisme conduit par la direction de l'« EI ».

Cependant, nous le répétons : qu'a fait l'impérialisme français envers les populations musulmanes ? Des attaques aériennes sur l'Irak et la Syrie, des interventions militaires en Libye et au Mali, des persécutions et des discriminations contre la population musulmane dans son propre pays — tous ces actes accomplis sous le drapeau tricolore de « la Liberté, l'Égalité et la Fraternité », en conséquence du 13 novembre, ont provoqué l'indignation parmi les populations musulmanes. Nous appelons les gens en France, qui sont en colère, à condamner en premier lieu le terrorisme d'Etat, aveugle et impitoyable, du gouvernement français.

Nous en appelons aux travailleurs du monde entier. Sur la base de l'internationalisme prolétarien, lançons une campagne internationale contre la guerre, contre les raids que les gouvernements américain, français, britannique et russe conduisent contre les

peuples musulmans au nom de la « guerre au terrorisme ». Au Japon, nous l'avons déjà commencée et luttons pour empêcher le gouvernement Abe de se joindre à la guerre.

Nous en appelons aux populations musulmanes. Le terrorisme aveugle ne peut ouvrir un avenir aux masses musulmanes souffrant actuellement des brutalités de l'impérialisme. L'orientation de la direction de l'« EI » doit être surmontée. Nous en appelons à vous pour vous regrouper pour combattre par-delà les frontières, au-delà de l'antagonisme sectaire entre sunnites et chiïtes, sous la bannière : « Contre l'impérialisme US, contre le sionisme. »

Nous lançons cet appel voyant que les peuples musulmans du Moyen-Orient sont aujourd'hui divisés de façon très compliquée, en raison d'un antagonisme entre différentes ethnies (Arabes, Iraniens, Turcs, Kurdes...), sectes religieuses (sunnites, chiïtes, etc.) et clans — cet antagonisme a été nourri et mis à profit par des puissances impérialistes d'Occident (et l'ex-URSS) pour leur domination sur la région. C'est pourquoi nous invitons les peuples musulmans à se réunir ensemble d'abord pour combattre leur « ennemi commun », c'est-à-dire l'impérialisme occidental et l'Etat sioniste, au-delà du sectarisme, des différences ethniques et des clans, et au-delà des frontières, c'est-à-dire sur la base de « l'internationalisme », pour ainsi dire. Nous proposons cela comme transition vers la révolution au Moyen-Orient, de la dure réalité qui fait que la classe ouvrière doit encore être entièrement organisée et que les organisations marxistes sont pratiquement absentes, aujourd'hui.

Nous le répétons. Pour nous, marxistes, le terrorisme est une erreur qui a déjà été surmontée. Lénine et Trotsky rejetaient le terrorisme naïf et avaient adopté une tactique marxiste de la lutte révolutionnaire, qui se concentrait sur l'auto-organisation de la classe ouvrière en soviets, au moyen de la construction d'un parti d'avant-garde comme levier.

Ils transcendent l'idée du terrorisme individuel par le soulèvement armé des masses, basé sur les soviets. En dépit de cela, il est un fait indiscutable que de nombreux musulmans sont attirés par l'« EI », comme un moyen de sortir de leurs conditions misérables. Nous ne pourrions combattre avec les

masses musulmanes opprimées si nous ne partageons pas leur indignation.

Pour commencer, l'une des raisons qui conduit aujourd'hui la résistance des peuples opprimés contre l'impérialisme à prendre une forme religieuse telle que l'« EI » repose en fait sur la faiblesse de la lutte de la classe ouvrière internationale. C'est une tragédie générée par le déclin des organisations se réclamant du « marxisme-léninisme », et de la « désidéologisation » du peuple travailleur, comme prémices historiques de l'effondrement de l'URSS (en 1991), fondé sur une falsification du marxisme, c'est-à-dire le stalinisme. Il est donc crucial de transcender le stalinisme.

Nous devons aussi porter plus d'attention à l'Asie orientale. Alors que le gouvernement chinois de Xi Jinping fortifie les îles Spratly (Nansha Qundao), le gouvernement américain envoie le destroyer *Aegis* dans les « eaux territoriales » revendiquées par la Chine au nom de la « liberté de navigation ».

Dans le cadre de cette action militaire, les forces américaines ont effectué « un exercice » puissant en mer de Chine méridionale, avec le concours de troupes japonaises. Les gouvernements US et japonais ont accompli cette action provocatrice, et sont disposés à recommencer, dans le but de provoquer l'irritation de la Chine. Des nuages de guerre planent sur l'Asie orientale.

Aujourd'hui, entre les tensions qui augmentent de part et d'autre : mer de Chine du Sud, d'un côté, et Moyen-Orient, y compris la Syrie, de l'autre, nous sommes confrontés au danger croissant de guerre mondiale entre USA-Japon et Chine-Russie.

Au Japon, nous combattons la formation d'une alliance militaire générale d'agression USA-Japon, et promouvons une lutte révolutionnaire anti-guerre, rassemblant tous les travailleurs du monde, pour éradiquer le danger de guerre qui s'intensifie entre les USA et la Chine-Russie.

LUTTES CONTRE LE RENFORCEMENT DU SYSTÈME NÉO-FASCISTE DU GOUVERNEMENT JAPONAIS

Le gouvernement conduit par Abe lance des offensives qui, l'une après l'autre, doi-

vent faire du Japon « un Etat qui s'engage dans la guerre ». Il a d'abord modifié l'interprétation conventionnelle de la Constitution en légalisant « l'exercice du droit à l'autodéfense collective », puis promulgué sur cette base une loi pour la Guerre, sur requête de l'administration US, conduite par Obama.

Ces offensives comprennent :

- la constitution d'une alliance militaire impérialiste comme alliance générale pour une guerre d'agression ;
- l'incorporation de troupes japonaises dans les forces armées américaines à tous les niveaux et le démarrage d'un mécanisme pour des opérations militaires conjointes ;
- une réorganisation drastique des installations militaires US au Japon, avec l'objectif de la construction d'une nouvelle base maritime à Henoko (Okinawa) ;
- l'augmentation massive du budget de la défense et le renforcement des Forces d'auto-défense, incluant la création d'un corps de « Marines japonais ».

En outre, le gouvernement planifie la construction d'une base aérienne aux Philippines pour ses actions militaires contre la Chine, en mer de Chine méridionale. Il renforce également sa base à Djibouti (qui est actuellement utilisée pour des opérations « anti-pirates ») pour en faire une base avancée de l'armée japonaise au Moyen-Orient en cas de participation à la guerre contre l'« EI ».

Tout cela signifie la destruction de l'actuelle Constitution, qui stipule « le renoncement à la guerre », le gouvernement Abe guettant la première occasion pour la réviser explicitement.

Pour soutenir ces préparatifs à la guerre, le gouvernement Abe veut aller plus loin dans le système néo-fasciste au moyen du Conseil national de Sécurité, qui est une imitation de ce qui existe aux Etats-Unis.

En particulier, il est décidé à détruire la gauche révolutionnaire et à réprimer les syndicats, organisations étudiantes et associations de désobéissance civile.

Le Premier ministre a aussi l'intention de promouvoir la création d'une fondation économique pour un « Japon fort », par laquelle il entend mener le renouveau du Japon militariste. Avec le slogan « engagement dynamique de tous les citoyens », il essaie d'intensifier l'exploitation et l'expropriation des masses

laborieuses. Ce slogan montre son intention d'exploiter les travailleurs et le peuple jusqu'à la mort, telles les coupes sur les dépenses pour les pensions et la protection sociale.

Une des expressions de sa mentalité néofasciste est de considérer les personnes âgées et les handicapés comme inutiles à l'Etat. De plus, il considère l'industrie d'armement et le commerce de matériel nucléaire comme la clé de la croissance économique. Son gouvernement cherche à prolonger la vie de l'économie impérialiste japonaise en encourageant les capitalistes monopolistes à devenir marchands de mort — notons qu'il presse Mitsubishi de financer Areva.

Avec l'objectif de renverser le gouvernement Abe, nous combattons pour construire un front de combat antifasciste uni, sur la base de l'unité de la classe ouvrière, en surmontant les directions actuelles du mouvement ouvrier qui ne font pas plus qu'élever une faible protestation pour « défendre la démocratie ».

DANS LA LUTTE CONTRE LA LOI POUR LA GUERRE, LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE EST AU PREMIER RANG

Un mouvement de masse a surgi cet été contre la loi pour la Guerre (dénommée par le gouvernement « *Législation pour la paix et la sécurité* »). Des dizaines de milliers de personnes ont entouré le bâtiment de la Diète. Mais sur le plan qualitatif, cependant, ce mouvement pourrait avoir été émasculé par les directions officielles (y compris le Parti communiste japonais, PCJ) pour se transformer en une campagne « *de défense du constitutionnalisme, de la démocratie et du pacifisme* », sans appel « *contre l'alliance militaire USA-Japon* » ou « *contre le fascisme* ». Les actions de protestation des travailleurs, encerclant le bâtiment de la Diète, exprimant leur inquiétude croissante envers le « *chauvinisme exacerbé d'Abe* », sont dans l'ensemble restées dans un cadre parlementaire et petit-bourgeois.

Pour dépasser cette limite qualitative, masquée par une montée quantitative, les étudiants du ZENGAKUREN, avec les militants ouvriers conduits par la JRCL, ont combattu ensemble jour et nuit dans le mouvement de masse.

La direction du PCJ s'était immergée dans ce mouvement par « une simple campagne de

questions » pour défendre le *constitutionnalisme* (et non la Constitution elle-même), s'auto-accommodant avec les conservateurs soi-disant modérés qui soutiennent le Traité de sécurité USA-Japon et se font les avocats d'une « autre » révision de la Constitution. Eblouis par l'étendue quantitative du mouvement, la direction du PCJ en a fait un éloge inconditionnel, expliquant que c'était « *un nouveau type de mouvement, qui ne dépend pas d'une mobilisation organisée par les syndicats, mais d'une action volontaire de citoyens* ». En agissant ainsi, ce parti a ouvertement nié que c'est dans le cadre des syndicats que les travailleurs fournissent l'effort le plus important pour s'unir dans leur combat.

Les étudiants du ZENGAKUREN et les ouvriers révolutionnaires ont combattu pour surmonter la distorsion de la lutte opérée par le PCJ en faveur d'un mouvement pour la « *défense du constitutionnalisme* », sans s'opposer ni au Traité de sécurité ni à la révision de la Constitution. De notre côté, nos slogans étaient : « *Contre le fascisme, contre l'alliance militaire USA-Japon* » et « *A bas le gouvernement Abe* », repris par un grand nombre de travailleurs et de personnes dans les actions de protestation.

Les militants, étudiants et travailleurs, ont ainsi opéré un changement qualitatif dans la lutte contre la loi pour la Guerre.

Ce n'est pas tout. Au début, la direction de RENGO (1) n'a fait aucun effort pour organiser la lutte, soutenant la position de « *maintien de l'alliance de sécurité USA-Japon* ». En opposition à cela, les travailleurs révolutionnaires ont organisé la lutte contre la loi pour la Guerre au sein de leurs organisations syndicales et dans les instances régionales de RENGO, ensemble, avec les syndiqués conscients. Leurs efforts ont secoué la direction de RENGO, qui a fini par soutenir trois fois les manifestations de protestation lors de l'étape finale.

(1) RENGO (Confédération japonaise des syndicats) est la plus importante centrale syndicale, avec environ 6,8 millions d'adhérents. Elle est dirigée par une aristocratie ouvrière pro-capitaliste, soutenant le Parti démocrate du Japon et comprenant quelques fédérations de syndicats conduites par des dirigeants « sociaux-démocrates de gauche », fait particulier au mouvement ouvrier japonais (tels que le syndicat des enseignants du Japon et le syndicat des personnels municipaux et des préfectures du Japon).

Ce fut une période de lutte pour surmonter la décomposition du mouvement ouvrier japonais, qui s'est exprimée au travers d'une sorte de déclinaison actuelle du Mouvement industriel patriotique (2), organisé pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Sans cette lutte des ouvriers révolutionnaires, les actions de protestation des syndicats auraient été vouées à l'extinction. La plupart des dirigeants des organisations syndicales ont raté l'organisation de la lutte ou l'ont étouffée, très influencés par le Parti démocrate (PDJ) ou le lobby du PCJ, qui prônent ce « *nouveau mouvement individuel de citoyens, qui ne soit pas basé sur les syndicats* ». Les drapeaux des syndicats ont été relégués à l'arrière-plan. Non seulement l'aristocratie ouvrière, mais aussi le PCJ et les responsables sociaux-démocrates des syndicats ont complètement plié face à l'offensive idéologique de la classe dominante, qui redoute le combat uni de la classe ouvrière et fait pression sur les travailleurs afin qu'ils l'abandonnent en tant que « *mouvement démodé* ». Cela incarne la crise actuelle de la lutte des classes au Japon.

Les ouvriers révolutionnaires conduits par la JRCL luttent à l'intérieur du mouvement ouvrier pour le développer, en brisant l'actuel Mouvement industriel patriotique. Les militants étudiants combattent ensemble avec eux. Ils constituent les seules forces capables de changer la situation humiliante de la lutte de classe. En réalité, ils combattent au premier rang des actions de protestation qui ont surgi à Okinawa contre la construction de la base américaine.

DÉCLINAISON DU MOUVEMENT OUVRIER JAPONAIS EN MOUVEMENT INDUSTRIEL PATRIOTIQUE ET DÉGÉNÉRESCENCE SANS FOND DU PCJ NÉO-STALINIEN

En octobre, RENGO a promu un nouvel exécutif dirigé par son aile droite. Le président Koza est issu de la Fédération des syndicats de l'industrie de base, qui mène campagne pour « *impulser la défense de l'industrie* ». Le secrétaire général, Ohmi, provient de la fédération UA ZENSEN, qui agite le drapeau de la révision de la Constitution. Sitôt inaugurée, cette direction

a publié des recommandations pour « *améliorer la productivité et maintenir le produit intérieur brut* », flattant le gouvernement Abe. RENGO s'est elle-même révélée, plus clairement qu'auparavant, comme Association industrielle patriotique, qui soutient le système gouvernemental néo-fasciste par en bas.

D'un autre côté, le PCJ, dirigé par Fuwa et Shii, a récemment rendu public le projet de « *Gouvernement populaire de coalition* », qui serait basé sur « *un accord avec comme seul but l'abrogation de la loi pour la Guerre et la restauration du constitutionnalisme* », dans le cadre des élections à la Chambre des conseillers, qui aura lieu l'été prochain. Ce parti est maintenant occupé à vendre cette proposition aux autres groupes parlementaires d'opposition et à la société civile. Le président du PCJ a annoncé « *un nouveau mouvement, non plus basé sur les syndicats, mais sur les citoyens individuels* ». Il ordonne aux membres de la centrale syndicale ZENROREN (3) d'agir en tant que *citoyens* et les mobilisent pour les votes des campagnes électorales.

Mais, pire, il a déclaré que la coalition — le parti — va « *geler* » sa proposition d'abrogation du Traité de sécurité et même celle de défense de la Constitution. Il travaille à intégrer luttes des travailleurs à une coalition avec les conservateurs. Cette tactique de la direction du PCJ est totalement criminelle. Elle nie le renforcement de l'unité de classe des ouvriers pour renverser le gouvernement Abe et réduit leur lutte à un mouvement petit-bourgeois d'individus atomisés.

Le fondement idéologique du mensonge de la ligne actuelle du PCJ vient de sa position stratégique en faveur d'une « *réforme démocratique dans le cadre du capitalisme* », c'est-à-dire une ligne de modification du capitalisme. Le PCJ en lui-même s'est transformé en parti bourgeois parlementaire, qui congratule le système de gouvernement néo-fasciste, mais depuis une « *position*

(2) En 1938, le gouvernement Konoe lançait les « *Associations patriotiques industrielles* » en vue de liquider les syndicats ouvriers indépendants (NDT).

(3) ZENROREN (Confédération nationale des syndicats), avec environ un million de membres. Contrôlée par le PCJ, aujourd'hui parti « *social-démocrate* ». La plupart des syndicats japonais sont des syndicats d'entreprise qui se regroupent en fédérations nationales d'industrie.

de gauche » en tant que telle, un positionnement qui le désigne comme ennemi de la classe ouvrière japonaise.

Nous luttons pour briser cette position au sein du mouvement ouvrier actuel, contrôlé par une aristocratie ouvrière pro-capitaliste. Nous critiquons aussi à fond la dégénérescence du parti néo-stalinien et gagnons ainsi dans nos rangs les adhérents des syndicats dirigés par le PCJ et les membres du PCJ lui-même.

**SURMONTER LE STALINISME
REQUIERT DES ORGANISATIONS
RÉVOLUTIONNAIRES !
ARMONS-NOUS DU MARXISME
AUTHENTIQUE ET LUTTONS
POUR LA LIBÉRATION
DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

Nous devons lutter pour un changement radical du monde d'aujourd'hui souffrant de guerres et de pauvreté. Afin de surmonter la faillite du stalinisme et l'affaiblissement de la lutte de la classe ouvrière, nous devons révéler les erreurs criminelles du stalinisme, en tant que falsification du marxisme, et combattre pour revigorer le marxisme de Marx dans le XXI^e siècle.

La misère se répand dans les pays capitalistes avancés, y compris au Japon. Intensification de l'exploitation, licenciements massifs et formes instables d'emploi, appauvrissement imposé aux masses laborieuses au moyen de la révision de droit du travail et des coupes dans les budgets sociaux, aliénation humaine d'un nouveau type, dépendance envers les ordinateurs et smartphones aboutissant à un déclin de la pensée. Dans cette situation, les classes dirigeantes infusent le nationalisme chauvin dans les masses laborieuses, essayant ainsi de piéger leurs insatisfactions dans des mouvements portant en germe le fascisme. Le mécontentement de ceux qui refusent d'être piégés apparaît généralement sous des formes telles que des « protestations de citoyens », des « révoltes informelles et individuelles, connectées par Internet », et quelquefois sous la forme du terrorisme religieux.

Nous considérons que cette situation humiliante est le résultat de la dégénérescence ou

de la disparition de prétendus partis socialistes et gauchistes, de l'affaiblissement de la lutte de classe et de la *désidéologisation* de la masse des travailleurs, à la suite de l'écroulement de l'URSS stalinienne, qui se déclarait elle-même marxiste-léniniste. C'est pourquoi nous affirmons que, pour les prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés, afin de surmonter les difficultés présentes, surmonter le stalinisme est une tâche idéologique indispensable. Nous, révolutionnaires marxistes du Japon, avons constamment abordé cette tâche. Ce fut le cas en 1956, lorsque les travailleurs hongrois se sont soulevés en masse sous la bannière de la déstalinisation, la bureaucratie du Kremlin les écrasant sous les chars.

Le camarade Kan'Ichi Kuroda fut confronté directement à cet épisode historique. Cette confrontation est un jalon dans son existence de communiste. Le *salto mortale* de Kuroda fut l'acte fondateur du mouvement révolutionnaire japonais antistalinien. Sous la bannière du « *retour à Marx* », le camarade Kuroda a combattu pour dévoiler la falsification de ce que les staliniens appelaient le marxisme, luttant pour le développement moderne du marxisme, pour le résumer ainsi.

En insistant sur la « *subjectivité matérialiste des communistes* », et se basant sur elle, il produisit une théorie pour la fondation d'une organisation d'avant-garde (4) et la développa par la suite sous la forme théories-réalité de l'organisation (5). Il clarifia sa théorie sur l'URSS contemporaine et la théorie du socialisme sur la base de son étude critique de l'analyse de Trotsky sur l'URSS. Et avec ces armes théoriques, il révéla la nature anti-classe ouvrière et antimarxiste de l'URSS contemporaine, c'est-à-dire sa nature stalinienne (6).

Il explora les problèmes fondamentaux au sujet de la stratégie pour la révolution contemporaine, au travers d'une étude critique des théories de la révolution chez Marx, Lénine et Trotsky (7).

Pour la révolution mondiale de notre

(4) Voir *Kuroda's Thought on Revolution* - Pensée de Kuroda sur la révolution.

(5) Voir *On Organizing Praxis* - La Praxis d'organisation.

(6) Voir *Stalinist Socialism* - Le socialisme stalinien.

(7) Voir *What Is Revolutionary Marxism ?* - Qu'est-ce que le marxisme révolutionnaire ?

époque, il a créé une stratégie de l'*anti-impérialisme*, *anti-stalinisme*. Il a aussi cherché à redonner vie au *Capital* de Marx, comme « *arme spirituelle du prolétariat pour sa propre émancipation* », en passant par une critique de la *dégénérescence* des staliniens et de leur « *vision économique-marchande de l'histoire* » (8).

L'essentiel de la poursuite de ses travaux fut son point de vue au sujet du marxisme révolutionnaire, qu'il décrit comme devant être « *un point de vue créatif, adopté par un communiste donnant un prolongement contemporain au marxisme, et s'efforçant de le mettre en œuvre dans le cadre d'une praxis révolutionnaire* » (9). La base de sa praxis et de sa continuité théorique s'exprime dans sa philosophie du topos (10) de la praxis, explorée en assimilant l'essence du matérialisme praxéologique (11) de Marx.

Nous croyons que les théories révolutionnaires, particulièrement celles pour la création d'une organisation d'avant-garde, développée dans la confrontation avec le stalinisme et la « *philosophie de Kuroda du topos de la praxis* », donneront aujourd'hui une tête de pont théorique et philosophique

aux révolutionnaires du monde dans la continuation de leurs luttes vigoureuses pour l'auto-libération de la classe ouvrière.

Nous, JRCL, sommes déterminés à continuer le combat pour ranimer le marxisme authentique, en tant qu'arme spirituelle de la classe ouvrière d'aujourd'hui pour sa libération et révolutionner le monde du XXI^e siècle, à demi-pourri et qui agonise dans sa crise. Nous, marxistes révolutionnaires du Japon, nous adressons à la Gauche révolutionnaire du monde entier. Nous sommes

(8) Voir Engels' *Political Economy and Methodology of Social Science* - Economie politique d'Engels et méthodologie de la science sociale.

(9) Voir *What Is Revolutionary Marxism?* Les autres versions en langue anglaise des œuvres de Kuroda sont *Dialectics of Society*, *Studies on Marxism in Postwar Japan*, *Dialectic of Praxis*, *Essential Terms of Revolutionary Marxism*, *Praxiology*, *Gorbachev's Nightmare*, *Destruction of the Revolution*. Des versions en langue russe sont également disponibles.

(10) Un topos est un sujet littéraire qui revient souvent, jusqu'à constituer un thème récurrent et attendu dans la littérature (NDT).

(11) La praxéologie est l'étude de l'action efficace, centrée sur les principes de base de l'action, sans égard à sa nature ou à ses fonctions (NDT).

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France
Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

